



POLITIK

Bruxelles-Luxembourg A/R

Christophe Hansen (CSV) veut devenir commissaire européen. Mais il a appris à ses dépens que la politique est « une partie de Mikado »

Wir sind das Original!

Für keine Partei steht bei den Wahlen am Sonntag so viel auf dem Spiel wie für Déi Gréng

„An där Branche hei“

DP-Kandidatin Amela Skenderovic steht für die Aufstiegsversprechen ihrer Partei, intern sorgt sie für Spannungen wegen Palästina

WIRTSCHAFT

« Un juste équilibre »

Le ministre des Finances, Gilles Roth, sur lapolitique fiscale, les nominations, les sanctions russes et le sacrosaint principe d'unanimité

FEUILLETON

Avec le mouvement comme parole

Il fait partie des chorégraphes stars. Il s'intéresse à la mythologie comme au changement climatique. Il parraine le TalentLab. Rencontre avec Akram Khan



Omaha - Rafah

IIII Pierre Surlut

Omaha Beach, ce jeudi 6 juin. La plus haute représentation de l'État contemple l'Histoire. Le Grand-Duc Henri, le Premier ministre Luc Frieden (CSV), la ministre de la Défense Yuriko Backes (DP) saluent l'héroïsme des alliés qui, voilà 80 ans exactement, ont risqué leur vie pour briser le joug nazi, régime coupable de l'extermination de six millions de juifs. Une manière tout à fait légitime d'entretenir la mémoire. Mais le gouvernement luxembourgeois, au même titre que ses alliés occidentaux, n'a-t-il pas aussi un rôle à jouer dans l'Histoire en cours d'écriture ? Dans l'océan auquel ses représentants font face, où naviguaient autrefois les *liberty ships*, voguent aujourd'hui des navires chargés d'armes et de munitions à destination d'Israël dont l'armée est engagée dans une attaque meurtrière sur la bande de Gaza. L'on parle de plus de 36 000 morts Gazaouis dont 15 000 enfants dans des représailles aux atrocités commises par le Hamas le 7 octobre.

Le conflit israélo-palestinien s'enfonce dans une violence inédite. Le procureur de la Cour pénale internationale, héritière du Tribunal de Nuremberg, demande l'arrestation de trois responsables du Hamas, mais aussi du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et de son ministre de la Défense, Yoav Gallant. La Cour internationale de justice, qui a admis en janvier le risque de génocide dans la bande de Gaza, exige du gouvernement israélien qu'il stoppe son offensive à Rafah. Ce dernier fait la sourde oreille.

En réponse, le Luxembourg balbutie un message inaudible. Son ministre des Affaires étrangères, Xavier Bettel (DP), s'est rendu la semaine passée à Jérusalem et à Ramallah. Après une commission des Affaires étrangères lundi censée éclairer sur les motivations du Vice-Premier ministre, Franz Fayot (LSAP) se demande « toujours ce qu'il est allé faire là-bas ». Une « tentative de jouer un rôle que personne ne lui a demandé de jouer », analyse Sam Tanson (Déi Gréng). L'ancienne ministre de la Justice du Premier Xavier Bettel comprend « qu'il essaie de gagner du temps pour ne froisser personne ». À un meeting électoral à Mamer, le chef de file libéral explique que des sanctions contre Israël au niveau européen requièrent une unanimité impossible à atteindre. L'UE serait, selon lui, un chien qui aboie, mais qui ne mord pas. Il aurait pu poursuivre : Le Luxembourg un chétif toutou aphone. Le gouvernement n'a pratiquement jamais condamné les massacres commis par Tsahal. Le Grand-Duché pourrait accomplir un acte politique de sa propre initiative, pas seulement symbolique comme son diplomate en chef le prétend : Reconnaître l'État palestinien, comme la Slovénie ce mercredi (dans le sillon de l'Espagne et de l'Irlande). L'initiative consiste à offrir une perspective aux Palestiniens de Gaza, mais aussi de Cisjordanie en vue d'une solution à deux États. À l'image, en fait, du message envoyé aux Ukrainiens avec l'ouverture de discussions sur l'adhésion de leur pays à l'UE dans les semaines qui ont suivi l'agression russe.

« Soyez du bon côté de l'Histoire », répète-t-on dans les cortèges de (souvent jeunes) manifestants. Sur une vidéo qui cumule 347 000 vues cette semaine, l'instagrammeur luxembourgeois Almin Hrkic confronte les partis à leurs responsabilités au Proche-Orient, parfois à leur ignorance (jouant même avec le feu en confessionnalisant le débat). Pour l'influenceur aux 25 500 abonnés, « la paix ne peut être atteinte sans une Palestine libre et indépendante ». Dans cette vidéo, Almin Hrkic plaide pour plus de « justice et pour le respect du droit international ». Comme le supposent les très nombreux commentaires, il semble porter un message générationnel. Le jeune Luxembourgeois cite d'ailleurs le soutien de la candidate libérale, Amela Skenderovic, à la reconnaissance immédiate de la Palestine, au contraire de son parti qui joue la montre. Almin Hrkic dénonce, en somme, l'hypocrisie du gouvernement.

La députée libérale Corinne Cahen demande sur X pourquoi d'aucuns, ici, attachent plus d'importance à ces morts palestiniens qu'à d'autres massacres en cours ou passés. Rappelons qu'Israël a été créée en 1948 après une résolution onusienne pour expier, en quelque sorte, la responsabilité de l'Occident (à des degrés variés) dans la Shoah. Israël est peuplé de familles qui ont des attaches en Europe. Leurs membres sont parfois otages du Hamas ou militaires de Tsahal. Aujourd'hui, Benjamin Netanyahu et ses supporters embarquent l'Europe dans une bataille menée par une prétendue civilisation judéo-chrétienne au mépris du droit. Or, les organisations internationales alertent sur les crimes contre l'humanité commis dans la région. Cela doit heurter les consciences. ●



Bruxelles-Luxembourg aller/retour

IIII Bernard Thomas

**Christophe Hansen (CSV) veut devenir
commissaire européen. Mais il a appris que
la politique est « une partie de Mikado »**



Le public au
meeting du CSV,
ce lundi à Diekirch

Christophe Hansen est fatigué. Comme secrétaire général du CSV, il a assuré une partie de la logistique des communales, puis des législatives. À peine sorti du *Superwaljoer* 2023, il se retrouve *Spëtzekandidat* aux Européennes. Une campagne permanente, qui dure depuis plus de 18 mois maintenant. En début d'année, le CSV a tenté de convaincre les poids-lourds de se porter candidats. Le parti aurait « clairement donné le message à la fraction », relate sa présidente sortante Elisabeth Margue : « Si des députés sont intéressés, qu'ils nous en informent ». Mais aucun n'a voulu se sacrifier pour la cause européenne. Certains étaient encore irrités de ne pas avoir été retenus dans l'équipe gouvernementale. Quant aux anciens, ils ne se sentaient aucune envie de quitter le confort de leurs fiefs communaux pour se retrouver comme débutants dans l'Hémicycle européen. Paul Galles et Laurent Zeimet, deux députés peu en phase avec le CSV du « neie Luc », ont également été contactés ; ils ont poliment décliné.

Le CSV se présente donc avec une liste électoralement faible, surtout en comparaison avec le LSAP qui mobilise trois députés. Les chrétiens-sociaux essaient d'en faire un argument

de vente, en garantissant que chacun de leurs candidats ira siéger au Parlement européen. À côté des deux eurodéputées sortantes et d'un commissaire prétendant, on y retrouve deux élus locaux, Guy Breden et Mélanie Grün, quasi-inconnus au-delà de leurs communes (Kehlen et Kayl) ; « weitgehend unbekannt », comme le notait le *Wort*. (L'un a fini douzième, l'autre seizième sur la liste Sud en octobre dernier.) S'y ajoute le président du CSJ, Metty Steinmetz, un employé de la Chambre de commerce, dont c'est la première élection. En 2019 déjà, le parti se présentait sans noms connus aux Européennes. C'était un des facteurs qui expliquait sa chute de 37,6 à 21,1 pour cent.

Comme une soirée de famille ; ce lundi, au meeting du CSV à Diekirch, l'audience est quasi exclusivement constituée de membres fidèles (et d'un certain âge). S'y ajoutent quelques conseillers communaux, l'une ou l'autre maire, trois députés et une ministre nordiste. Les six candidats prêchent aux convertis, ressasant pour la énième fois leurs éléments de langage. Par moments le vrombissement de la

[...]

Emile Eicher,
Marie-Josée Jacobs
et Christophe
Hansen, ce lundi soir
à Diekirch

[Suite de la page 3]

machine à café noie les discours. La cinquantaine d'auditeurs se trouvent à l'étroit « Am Turm », un silo de sciure de bois, reconverti en bistrot.

La seconde partie du meeting est réservée aux questions du public. La présidente de la Caritas et ancienne ministre, Marie-Josée Jacobs, se lance la première. Elle se dit « un peu irritée » par des déclarations « comme quoi nous ferions des alliances *mat dem rietsen Eck* » : « Ech wëll net am héijen Alter mussen nach aus der CSV austrieden. » Jacobs se réfère aux nombreux appels du pied lancés par Ursula von der Leyen en direction de la post-fasciste Giorgia Meloni et de son groupe ECR (où siège également l'ADR). Christophe Hansen et Isabel Wiseler-Lima tentent de rassurer : Une coalition avec l'extrême-droite serait « complètement exclue », « un non absolu ». (Même si « une collaboration avec l'un ou l'autre député » serait toujours possible sur des dossiers précis.)

Wiseler-Lima estime que les déclarations de von der Leyen n'auraient « pas été très heureuses ». Ou alors déformées dans la presse : « Ech weess net, wat se siche ginn ». L'euro-députée s'enferme dans une forme de déni. « Ursula von der Leyen fährt keinen Kuschkellkurs », dit-elle le 22 mai au *Wort*. « Ich stelle einen Rechtsruck in der EVP fest, gegen den ich kämpfe », déclare Jean-Claude Juncker, trois jours plus tard dans le même journal. Le CSV se situe traditionnellement sur l'aile gauche du Parti populaire européen, dont il a été marginalisé au cours des dernières décennies.

La troisième et dernière question est posée par un des rares jeunes présents ce soir, et elle concerne la guerre à Gaza. Le conseiller communal d'Ettelbruck, Vincent Koks, veut savoir pourquoi le CSV n'a pas voté pour la reconnaissance de la Palestine ; une décision qui serait « beaucoup critiquée ». Isabel Wiseler-Lima s'avance très prudemment : Il faudrait « aller en direction d'une reconnaissance ». Un quinquagénaire près du bar se met à fortement applaudir, puis s'arrête, sentant les regards se tourner vers lui.

En première partie du meeting, chacun des candidats a tenté de jouer le rôle qui lui a été attribué. Metty Steinmetz se recommande comme expert en économie : Le fonctionnaire patronal critique la bureaucratie qu'il faudrait réduire « de 25 pour cent ». Issue d'une famille active dans le *Verbandskatholizismus*, Martine Kemp tient le rôle social : Il faudrait combattre la pauvreté et les inégalités, « mais pas par des barrières bureaucratiques ». La jeune prof d'allemand Mélanie Grün évoque la « work-family balance », tandis que l'informaticien Guy Breden parle (comme toujours) de sa voiture hydrogène. Isabel Wiseler-Lima se présente comme défenseuse de l'État de droit. Elle est la seule, ce soir, à réussir à relier les slogans politiques à un narratif personnel, en se remémorant ses vacances au Portugal sous la domination de Salazar : « Quand on se promenait et qu'on voyait des policiers, on changeait discrètement de trottoir ».

Christophe Hansen est difficile à cerner. Il n'est pas un bon orateur. Ses discours restent techniques, sans anecdotes personnelles, ni gravitas européenne, ni saillies humoristiques. À première vue, il semble correspondre au CSV de la nouvelle ère Frieden. Les deux sont passés par la Chambre de commerce, et incarnent l'aile « wirtschaftsliberal » qui a pris le contrôle d'un parti déstabilisé par une décennie dans l'opposition. Mais à y regarder de plus près, le CV professionnel de Hansen se révèle erratique : Il passe de la recherche universitaire à Astrid Lulling, puis de l'euro-députée CSV à Carole Dieschbourg, puis de la ministre verte à la Chambre de commerce, puis du lobbyisme patronal au Parlement européen. Son parcours politique n'est guère plus cohérent : de l'Hémicycle au Krautmaat, puis de nouveau direction Bruxelles, de préférence le Bâtiment Berlaymont. Le tout en moins de quatre années.

Devenir commissaire européen, dit Hansen, n'aurait pas été son projet initial. Il se serait bien vu ministre, et se serait préparé à cette éventualité. Son épouse travaille à Bruxelles où elle vit avec leurs deux fils de trois et cinq ans. Christophe Hansen explique qu'ils avaient décidé de s'installer au Luxembourg, au plus tard pour la rentrée 2024, où sa femme, qui travaille au Parlement européen, aurait pu continuer sa carrière. Mais l'arithmétique politique en a décidé autrement. La composition d'un gouvernement ressemble à « een emgedréint Mikado-Spill », constatait Hansen en janvier sur *Radio 100,7*. Deux Hansen au sein d'un même gouvernement, Martine et Christophe étant cousins, cela en faisait trop. Il n'y aurait a priori pas eu d'incompatibilité, maintient celui-ci, même s'il concède que « les gens auraient jaser ».

Né en 1982, Christophe Hansen est le benjamin d'une fratrie de sept. Son père était paysan, exploitant une ferme avec une vingtaine de vaches à Doncols, dans le canton de Wiltz. Sa mère était femme au foyer, s'occupant à élever les enfants. Elle avait immigré au Luxembourg avec sa famille depuis les Pays-Bas à la fin des années 1950, alors qu'elle était adolescente. Quand il était enfant, sa mère lui parlait néerlandais, raconte Hansen, mais il aurait fait un blocage sur cette langue à l'âge de quatre ou cinq ans. (Il dit la parler encore couramment, quoiqu'avec beaucoup d'emprunts luxembourgeois et allemands.)

Après avoir passé son bac au Lycée de Wiltz, Hansen s'inscrit en géographie à l'Université de Strasbourg, pensant initialement devenir professeur de lycée. Il commence par la géopolitique, mais atterrit vite à la géophysique. Hansen se spécialise dans la « télédétection », analysant des images satellites de volcans au Congo et de failles au Tibet (sans s'y déplacer physiquement). Quand son projet de thèse ne trouve pas de financements, il postule, en 2007, pour un stage d'été chez l'eurodéputée Astrid Lulling. Arrivé « par hasard » et sans carte du parti, il y reste sept ans. Il accomplit son apprentissage politique auprès de celle qu'il décrit comme « une bête de travail » : Sur certains dossiers, Lulling aurait fait des alliances avec les libéraux et les socialistes qu'elle seule pouvait réussir.

Au Parlement européen, elle a vaillamment défendu les intérêts des lobbies agricoles, viticoles et bancaires. Mais l'ancienne sociale-démocrate de droite est surtout une experte de la survie politique. En 2014, quelques mois après le *Regierungswissel*, Christophe Hansen quitte le bureau de Lulling et commence à travailler pour Carole Dieschbourg, ministre du parti vert qu'abhorre tant son ancienne chef. Pendant deux ans et demi Hansen négociera à Bruxelles les dossiers environnementaux. Son CDD venu à échéance, il pense intégrer le ministère, mais « malgré les assurances » que lui aurait données Dieschbourg, il n'est pas retenu. En 2016, on retrouve Hansen dans les bureaux bruxellois de la Chambre de commerce. C'est donc un ex-lobbyiste qui, deux ans plus tard, se fait assermenter comme député européen. « La Chambre de commerce est un établissement public », relativise Christophe Hansen.

Diffusés il y a dix ans, ses interviews sur *Astrid Lulling TV* ont mal vieilli. Lorsqu'on lui en cite des extraits, Hansen semble légèrement embarrassé. Dans une de ces vidéos, visionnables sur Youtube, il critique les eurodéputés luxembourgeois, qui délaissaient les commissions où se négocient les directives impactant la place financière et le secteur agricole : « « Et ass natierlech méi einfach an der Commission des affaires étrangères eng Kéier de béise Fanger ze maachen, well a Syrien oder an der Ukrain eppes geschitt. Mee dovun huet Letzebuerg direkt... » Et Lulling de l'interrompre : « Näischt ! » Dans une autre vidéo, datant elle aussi de 2014, Hansen se lance dans une critique du programme socialiste : « Si schwätze vun der Armut an der Welt, vum Klimawandel, wat wichtig ass. Mee wat a mengen Aen net onbedéngt eng Prioritéit fir Europa misst sinn an dësen Zäiten ». Une phrase qui peut étonner. D'abord, parce qu'une année plus tard, les accords de Paris seront signés. Ensuite parce que, dès sa première année d'études à Strasbourg, Hansen a suivi des cours sur le climat : « C'est une des matières où j'ai reçu mes meilleures notes », précise-t-il face à *Land*.

Hansen est un des seuls politiciens CSV à disposer d'une réelle expertise sur les sujets « verts ». Cela ne fait pas de lui un écolo. Il vient ainsi de se voir attribuer un piètre score par les cinq grandes ONG écologistes qui ont analysé les votes des eurodéputés sur les questions environnementales et climatiques. Christophe Hansen atteint à peine 28,2 points, en-deçà de sa collègue Isabel Wiseler-Lima (32,4). Charles Goerens cumule 64,5 pour cent de « conformité », tandis que Marc Angel et Tilly Metz atteignent 82,2 respectivement 95,2 pour cent. Sur *smartwielen.lu*, Hansen répond « plutôt non » à la question de savoir s'il faudra « totalement interdire » le glyphosate, alors qu'Isabel Wiseler-Lima et Martine Kemp cochent la case « plutôt oui ».

Pendant les législatives, Hansen a dragué sans vergogne le vote agricole, en s'adonnant à du *green bashing*. Dans *De Letzebuurger Bauer*, il a ainsi signé un brûlot contre la loi sur la restauration de la nature : Celle-ci aurait été concoctée par des « Gutmenschen und Weltenretter », qui seraient « les pires populistes et fossoyeurs de notre agriculture productive ». Il serait désormais temps pour une « Regulierungspause ». Durant les dernières semaines, Hansen n'a eu de cesse de revendiquer plus de « pragmatisme » dans la politique climatique (le programme du CSV parle d'une « approche décontractée »). Ces sorties semblent plus relever de l'opportunisme électoral que de l'intime conviction. Hansen n'est pas un sectaire idéologique, mais

« *Mir encouragéieren d'Leit net fir déi Ustrengungen ze maachen, an d'culture du mérite geet komplett verluer* »,

(Christophe Hansen, *Astrid Lulling TV*, 2013)

un opérateur politique. C'est ce qui explique son efficacité au Parlement européen, où il a réussi à dégager de larges majorités sur les dossiers dont il était en charge, notamment la lutte contre la déforestation. Hansen dit se sentir bien dans la bulle bruxelloise, où il a rapidement acquis une réputation de bûcheur de dossiers. Par son bureau passeront de nombreux jeunes du CSV, dont Alex Donnersbach, Basile Dell ou Kief Albers.

Hansen a grimpé un à un les échelons, accumulant peu à peu du capital politique. En 2011, il prend sa carte au CSV, et se fait nommer secrétaire international du CSJ ; une fonction qui lui permettra de développer son réseau parmi les jeunes loups de la droite européenne. En parallèle, il cultive son ancrage local. Il se fait élire au conseil communal de Winseler (1 400 habitants) et prend la présidence de l'Union des sociétés avicoles (2 700 membres).

Ses premiers résultats électoraux au niveau national ne sont pas mirobolants. En 2013, il finit sixième sur la liste Nord du CSV, une année plus tard, il se classe quatrième sur la liste des Européennes, derrière les anciens du parti. En septembre 2018, Viviane Reding rejoint la *Reconquista* ratée de Wiseler, et Hansen prend sa relève à l'Hémicycle. Au scrutin européen de l'année suivante, il profite du bonus du sortant, et se classe premier.

« *Mir encouragéieren d'Leit net fir déi Ustrengungen ze maachen, an d'culture du mérite geet komplett verluer* », se plaignait Hansen il y a onze ans sur *Astrid Lulling TV* à propos de la Garantie pour la jeunesse. Hansen est un homme ambitieux. En janvier, il a commis l'imprudence de trop l'afficher sur *RTL-Radio*. Beaucoup de ressorts l'intéresseraient : « Ëmwelt ass eppes, wat mir ganz no läit, Landwirtschaft läit mir no... Mee ech mengen awer och de ganze Marché intérieur ». Sans oublier, l'Énergie et les PME... Une réaction de panique face à l'émergence du concurrent inattendu, Nicolas Schmit. L'improbable *Spitzenkandidat* des socialistes européens espère s'assurer un portefeuille important au cours des négociations qu'il mènera avec von der Leyen, et forcer la main au gouvernement luxembourgeois. Face au média *Euractiv*, Schmit estime que ce serait « logique » qu'il soit nommé vice-président exécutif de la commission s'il n'arrivait pas à en décrocher la présidence.

Selon l'analyse de *Politico*, le Luxembourgeois serait condamné à rester « a harmless, not real competitor » : « The only chance for Schmit to stay on as European commissioner after the election (or have much of a political future at all), is if von der Leyen calls Luxembourg's Prime Minister Luc Frieden and promises the small country a bigger portfolio if Schmit is allowed to stay in Brussels. » Frieden fera-t-il pour Schmit ce que Bettel avait fait pour Juncker ? Pour l'instant, le Premier refuse de se prononcer. Christophe Hansen risque, de nouveau, de faire les frais d'un jeu de Mikado.

Les Européennes de ce dimanche seront un premier test pour le CSV, une « Sonndesfro » grandeur nature. Le parti réussira-t-il à consolider son score aux législatives, c'est-à-dire 29 pour cent ? voire à récupérer le troisième siège ? En interne, peu osent vraiment y croire. L'opposition de gauche a eu la bienséance de ne pas déguiser les Européennes en référendum sur le nouveau gouvernement. Le CSV, de son côté, a très peu misé sur le « Premier Effekt ». Luc Frieden n'aura fait que deux apparitions, l'une en début de campagne à la Schéiss, l'autre en fin de campagne au Hitch. Ces dernières semaines, le Premier ministre a été le grand absent du débat politique. Sa déclaration sur l'état de la nation aura lieu deux jours après le scrutin européen. Elle sera l'occasion de reprendre l'initiative politique, en promettant de la *Kafkraaft* aux classes moyennes et des réductions d'impôts aux entreprises. En attendant, le « neie Luc » reste étrangement silencieux. ●

Wir sind das Original!

IIII Peter Feist

Für keine Partei steht bei den Wahlen am Sonntag so viel auf dem Spiel wie für Déi Gréng

Welche Botschaft wollten Déi Gréng im Europawahlkampf vor allem transportieren, und wie hat das geklappt? – Um darauf zu antworten, müsste Spitzenkandidatin Tilly Metz raus aus dem Kampagnen-Modus. Doch das schafft sie nicht, obwohl die Grünen an diesem Mittwoch zur Abschluss-Pressekonferenz ihrer Kampagne eingeladen haben. „Wir wollen vermitteln, dass die Klimafrage auch eine Gerechtigkeitsfrage ist und dass die grüne Transition eine Chance ist und kein Verbot!“, sagt Metz aufgeregt und im Präsens. Zwar hätten auch andere Parteien „das Thema entdeckt“, doch am Sonntag sollten die Wähler/innen „dem Original“ ihre Stimme geben. Abschluss ist noch nicht, Reflexion kommt noch später.

Aber für keine Partei steht so viel auf dem Spiel wie für Déi Gréng. Wie nationale Befindlichkeiten ins Europa-Votum hineinwirken können, war 2014 zu sehen: Die 37,66 Stimmen-Prozent, die damals die CSV errang, waren nicht nur 6,3 Prozentpunkte mehr als bei den Europawahlen 2009. Der Zugewinn ging zulasten aller drei Regierungsparteien, die nach den Kammerwahlen sieben Monate zuvor die CSV ein erstes Mal in die Opposition geschickt hatten, aber offenbar nicht genug Wechselwähler an sich binden konnten. Außerdem waren die Europawahlen 2014 der Beginn eines Trends weg von der liberalen Koalition. Mit dem Referendum 2015 über das Ausländerwahlrecht setzte er sich fort und bei den Gemeindewahlen 2017 ein weiteres Mal. Heute fürchten die Grünen eine Serie. Der kleine Verlust bei den Gemeindewahlen im Juni ließ sich noch rationalisieren, der Absturz auf 8,55 Prozent bei den Kammerwahlen im Oktober nicht. Um zu zeigen, dass er ein Ausrutscher war, kämpfen sie so.

Man sieht das ihrem Wahlprogramm an, das mit 56 Seiten Text länger ist als die Programme von CSV, DP und LSAP zusammen. Sie ergeben sich darin in manchen technokratischen Details, wie einheitlichen Abmessungen für das Handgepäck von Flugpassagieren, aber verbinden wie nie zuvor ökologische Programmatik mit sozialer: Klimaneutralität sei nicht denkbar ohne soziale Gerechtigkeit. Produktivitätsgewinne von Unternehmen müssten mehr an die Beschäftigten verteilt werden. Eine europäische Vermögenssteuer müsse her, allerdings nur für „Ultrareiche“, eine EU-Finanztransaktionssteuer auch.

Botschaften wie diese bringen die beiden Spitzenkandidat/innen immer emotionaler an, ob in Rundtisch-Debatten oder bei Wahlversammlungen. Tilly Metz ist die Erfahrenere, aber Ko-Spitzenkandidat Fabricio Costa, der 29-jährige Politologe und Attaché der Fraktion, die nur noch eine politische Sensibilität ist, wird immer besser darin, technische Zusammenhänge zu politisieren. Wie am Montagabend dieser Woche bei einer Wahlversammlung in Junglinster, als er mit dem Saal über Energie diskutierte. Unter den vielleicht 30 Anwesenden waren längst nicht nur Parteimitglieder. Tilly Metz wiederum hielt dem Ostbezirk-Publikum einen feurigen Vortrag über die Gemeinsame europäische Agrarpolitik, wie die Grünen sie sich vorstellen. Mit ökologischen Dienstleistungen für die Allgemeinheit, die nicht nur besser honoriert, sondern noch tiefer ins Geschäftsmodell der EU-Landwirtschaft eingebaut werden müssten.

Ex-Minister François Bausch hält sich bei gemeinsamen Auftritten – in Junglinster war er nicht dabei – hinter Metz und Costa eher zurück und gibt den *elder statesman*. Etwas zu sagen zur EU hat er natürlich, hat im Ministerrat genug gesehen und dachte vor einem Jahr noch, er könne EU-Kommissar werden. Heute ist er einer der wenigen Stimmenfänger auf den Parteilisten, die klar gesagt haben, dass sie ein Mandat in Straßburg antreten würden, fiele ihr Wahlergebnis entsprechend aus. Weil wegen der für Europa kleinen Luxemburger Listen persönliche Stimmen viel stärker ins Gewicht fallen als bei Kammerwahlen, außerdem zwei Stimmen pro Kandidat vergeben werden können, ergibt die Nominierung Prominenter Sinn. Um ihren Sitz zu halten, unternehmen die Grünen alles.



Tilly Metz bei der Wahlversammlung der Grünen am Montag in Junglinster

Sven Becker

Ausgerechnet zwischen ADR und Grünen fällt am Sonntag die wichtigste Entscheidung

Illusionen über den veränderten Kontext machen sie sich nicht. Die Europawahlen 2019 waren für sie eine Verlängerung der Kammerwahlen 2018, wo der Zugewinn von drei Mandaten die Fortsetzung der Regierungskoalition mit DP und LSAP ermöglichte. Beim Europa-Wahlgang sieben Monate später surfte die Grünen auf derselben Erfolgswelle. Ihre 18,91 Prozent reichten zwar nicht für einen zweiten Sitz in Straßburg, waren aber das drittbeste Ergebnis nach dem von DP (21,43%) und CSV (21,1%). Die Zahl ihrer Listenstimmen, die Voten für eine Partei aus Prinzip sind, war mit 164 469 die Zweitbeste nach der CSV (179 244). Es war die Zeit der Kundgebungen von Fridays vor Future. Man konnte versucht sein, die Stammwählerschaft der Grünen auf zwölf Prozent oder mehr zu veranschlagen. Dass am Sonntag ähnlich viele aus Prinzip grün wählen wie 2019, glaubt niemand. Dass die Partei sogar in Arbeiterstädten wie Esch/Alzette (20,65%) und Differdingen (20,26%) als die lokal Stärkste abschneidet, auch nicht.

Schon weil die Lage EU-weit ähnlich ist, außer in Dänemark und Lettland vielleicht. In Deutschland könnten die Grünen laut jüngsten Umfragen 14 oder 15 Prozent schaffen, brachten es 2019 aber auf 20 Prozent. In Frankreich war die grüne Partei nie sehr stark, doch mit den fünf Prozent, die ihr nun vorausgesagt werden, wäre sie marginalisiert. In Belgien, wo am Sonntag auch Senatswahlen stattfinden, könnten die Grünen selbst in ihrer Hochburg Region Brüssel laut Umfragen von 21 auf zwölf Prozent abstürzen.

Die Grünen zum Sündenbock für alles zu machen, funktioniert offenbar. Zuspitzungen vielleicht auch. In Deutschland zum Beispiel verglich der bayerische CSU-Ministerpräsident Markus Söder die Parteivorsitzende der Grünen mit seinem Hund: Der habe „eine Ausbildung, als Schutzhund“. Der zum politischen Beobachter gewordene frühere CSU-Vorsitzende Erwin Huber hält es nicht nur für „strategisch kurzsichtig“, die Grü-

nen „den Kopfhinhalten zu lassen für Dinge, die sie selber nie gemacht oder gefordert haben“, wie er dem *Spiegel* vorige Woche sagte. Er hält es auch für „gefährlich“, weil für das Gegenteil einer „Gemeinsamkeit der Demokraten“.

In Luxemburg macht nur die ADR Grünen-Bashing. CSV und DP machen Wahlkampf, ihre Regierungsmitglieder machen mit. Wenn DP-Energieminister Lex Delles öffentlichkeitswirksam aus dem Energie- und Klimaplan ein Heizungsverbot herausnehmen lässt, das darin als klares Verbot nie stand. Oder wenn CSV-Umweltminister Serge Wilmes seine grünen Vorgängerinnen auch sechs Monate nach dem Regierungswechsel „Verhinderungs-Ministerinnen“ nennt. Womöglich aber hat der gesunkene Zuspruch für die Grünen noch mehr damit zu tun, dass für die Wähler/innen Themen wie Erderwärmung und Artenschutz derzeit nicht so wichtig sind. Déi Gréng machen sich Mut, weil im letzten Politmonitor von Ilres für *RTL* und *Wort* mehr als die Hälfte der Befragten angaben, Klima und Umwelt bereiteten ihnen große Sorgen. Vielleicht aber kommt es darauf an, wie man fragt: Im Eurobarometer vor zwei Wochen nannten die Luxemburger Umfrage-Teilnehmer/innen den Ukrainekrieg und die Einwanderung die wichtigsten Probleme, vor denen die EU stehe; Umwelt und Klima rangierten auf Rang vier. Für Luxemburg wurden der Wohnungsbau und die gestiegenen Preise als die mit Abstand wichtigsten Probleme genannt, Umwelt und Klima an fünfter Stelle.

Weil der *Polindex 2024* der Universität zu spät fertig wurde, um veröffentlicht werden zu dürfen (siehe S. 6), liegen neuere Umfragen wie auch Prognosen zum Abschneiden der Parteien am Sonntag nicht vor. Man muss aber kein Prophet sein, um sich auszumalen, dass die wichtigste Entscheidung ausgerechnet zwischen Grünen und ADR fallen dürfte: Die ADR verfehlte 2019 mit 10,03 Prozent einen Sitz. Die Grünen würden, um ihren zu verteidigen, rund zwölf Prozent benötigen wie die LSAP 2019, vielleicht reichen auch schon elf. Doch selbst zehn Prozent und der Verlust des Sitzes wären besser als das Kammerwahl-Ergebnis und ein Anzeichen für einen Aufwärtstrend. Fragt sich bloß, wie strategisch die Wähler/innen stimmen werden, gerade die an Politik interessierten. Den Grünen gar nicht Abgeneigte könnten beschließen, die LSAP zu stärken, die schon einen Sitz hat und „E Green Deal mat engem rouden Häerz“ verspricht. Deshalb bestehen die Grünen so darauf, „das Original“ zu sein. ●

B L O G

P O L I T I K

Nochmal gut gegangen

Fast hätte Philippe Poirier, Inhaber des Lehrstuhls für Parlamentarismusforschung an der Universität, gegen ein Gesetz verstoßen. Und das Parlament hätte vielleicht mitgegangen. Am Montag stellte Poirier dem Kammer-Büro *Polindex 2024* vor. *Polindex* ermittelt jedes Jahr Veränderungen individueller und kollektiver Werte in Luxemburg und der EU. In Ausgabe 2024 stehen auch Umfrageergebnisse und Prognosen vor den Europawahlen, was sie extra spannend macht. Am Dienstag wollte der Politologie-Professor dazu ein öffentliches Webinar abhalten. Am Montagabend aber fiel jemandem in der Kammer ein, dass das Gesetz vom 14. Dezember 2015 es fünf Tage vor Wahlen untersagt, politische Meinungsumfragen zu veröffentlichen und zu kommentieren. Poirier verlegte sein Webinar auf nächsten Mittwoch. Dem *Land* sagte er dazu, *Polindex 2024* habe nicht früher fertig werden können: Die Bearbeitung der Resultate der Umfragen durch Ilres sei

Mitte voriger Woche zuende gegangen. Dass die Präsentation nach den Europawahlen *moutard après diner* sei, findet er nicht: „*Polindex 2024* enthält über 300 Aussagevarianten. In direktem Zusammenhang mit den Europawahlen stehen zehn.“ Die Studie reiche also über die Wahlen vom Sonntag hinaus. ^{PF}

Verbrenner-Leasing

Erst nach Intervention des Kammerpräsidenten sei seine Anfrage beantwortet worden, klagt der grüne Abgeordnete Meris Sehovic. Und dass die Antwort, die Finanzminister Gilles Roth (CSV) am Montag gab, der „Verweigerung einer demokratischen Diskussion“ gleichkomme. Ganz unklar aber ist die Antwort nicht. Sehovic wollte wissen, ob die Regierung die von ihrer Vorgängerin in Kraft gesetzte Dienstwagen-Regelung ändern will. Lohnabhängig Beschäftigten wird ein Auto mit Verbrennermotor, das der Arbeitgeber zur Verfügung stellt, ab 1. Januar 2025 als geldwerter Vorteil deutlich höher besteuert als eines mit Batterie oder Brennstoffzelle. Roth, der als Finanzminister zuständig ist, erklärt, die Regierung halte

fest an Maßnahme 421 im Energie- und Klimaplan. Doch die enthält keine Steuersätze ab 1. Januar. Sie sagt nur, die Besteuerung werde für Null-Emissions-Autos „besonders günstig“. Da Mobiz, der Verband der Leasing-Firmen, und die Autohändler intensives Lobbying gegen die Regelung gemacht hatten, könnte die CSV-DP-Regierung das vielleicht „méi pragmatesch“ und „technologieoppen“ sehen. Was Folgen für Luxemburgs CO₂-Bilanz hätte – die Hälfte des Neuwagenmarkts ist Firmenwagen-Leasing. Weil Sehovic im Register der Regierung Hinweise auf Gespräche mit dem House of Automobile über die Besteuerung fand, schob er gestern eine weitere Anfrage nach. ^{PF}

Lange Wahnacht 9. Juni

Wie 2019 klärt sich das Abschneiden der Luxemburger Kandidaten bei den Europawahlen am Sonntag erst nach 23 Uhr. Laut einer EU-Bestimmung dürfen auch vorläufige Ergebnisse nicht vor Ende der Stimmabgabe im letzten Mitgliedstaat veröffentlicht werden. Bis dahin verbreiten ausländische TV-Sender und Webseiten Hochrechnungen auf der Basis von *exit polls*.



Hierzulande gibt es keine. Ab 17.30 Uhr lässt sich auf der Webseite des Europaparlaments unter *multimedia.euoparl.europa.eu/en* die Entwicklung des Tortendiagramms mit der Sitzverteilung laut Hochrechnungen im Livestream verfolgen. Viele Hochrechnungen werden aber erst nach 20 Uhr vorliegen. Da Nicolas Schmit nicht in Luxemburg antritt, gibt es Spekulationen über sein Abschneiden vielleicht schon vor 23 Uhr. 2019 harnte er mit den Kamroden von der LSAP geduldig aus (Foto: Sven Becker). ^{PF}

„Das ist Ihre Meinung“

Jean-Marie Jacoby, EU-Kandidat für Mir d’Vollek, legte vergangene Woche bei *RTL* zweimal seine Weltanschauung dar. Beim Rundtischgespräch gesellte er sich zu seinem Parteikollegen Peter Freitag, der kürzlich für ähnliche Äußerungen verurteilt wurde: Die Todeszahlen durch mRNA-Impfstoffe seien höher als in den Konzentrationslagern; Ärzte, die gegen Corona geimpft haben, seien mit dem Nazi-Arzt Josef Mengele zu vergleichen. „Sie haben die Frage nicht beantwortet, das lassen wir jetzt einfach so im Raum

stehen“, antwortete die Journalistin. Nur die CSV-Europaabgeordnete Isabel Wiseler-Lima nutzte die letzten 30 Sekunden, um zu erklären, diesen Vergleich könne sie nicht unkommentiert lassen. Abstrus wurde es im Format „5 Froen un“, als Jacoby sagte: „Wir sind derzeit zweifellos in einer Wärmeperiode. Ab 2031 treten wir in eine 65-jährige Kaltperiode ein, (...) weil die Sonne weniger Energie schicken wird.“ Nach einem Nachhaken sagte die Journalistin: „Wir sind dann gespannt, ob 2031 eine Kaltperiode kommt.“ Aus Zeitdruck bleibt Journalist/innen im Umgang mit Falschaussagen oft kaum mehr als ein kurzes Hinterfragen und die Bemerkung: „Das ist Ihre Meinung zum Thema.“ ^{SP}

G E M E I N D E N

Zweifel angebracht

Das *Heescheverbuet* in der *Stater* Polizeiverordnung ist wahrscheinlich nicht verfassungskonform, erklärt die Cellule scientifique der Abgeordnetenkommer. Dass Gemeinden das „einfache“ Betteln einschränken, gebe die Kommunalgesetzgebung her. Die Einschränkungen in der Hauptstadt aber seien weitreichend und müssten die *clause transversale* erfüllen, die in der seit 1. Juli 2023 revidierten Verfassung Freiheits-Einschränkungen zusätzlichen Bedingungen unterwirft. Feststellen müsse all dies aber ein Gericht. ^{PF}

Demnäscht: die Nordstad

Nachdem der Erpeldinger Gemeinderat sich am Dienstag für die Fusion mit Ettelbrück, Bettendorf, Diekirch und Schieren zur *Nordstad* ausgesprochen hat, sind alle fünf Gemeinden auf

einer Linie. 2027 soll ein Referendum entscheiden. Stimmt die Mehrheit zu, könnte 2028 ein vom Innenministerium noch zu erarbeitendes Gesetz verabschiedet werden und 2029 in Kraft treten. Bei den Kommunalwahlen im selben Jahr würde ein *Nordstad*-Gemeinderat gewählt. Ob das in Sektionen geschieht oder sämtliche Kandidat/innen in allen fünf Gemeinden antreten, muss das Fusionsgesetz klären, die Größe des Gemeinderats auch. Zwischenwahlen abzuhalten, fand unter den fünf Beteiligten keinen Konsens. Zu entscheiden sind noch so interessante Dinge wie der Sitz der neuen Gemeinde und die Personalorganisation, aber auch Projekte, um den Bürger/innen die *Nordstad* näherzubringen. ^{PF}

La brosse à reluire

Ce dimanche est inaugurée la « Place Luc Frieden » à Contern. La décision a été prise par la majorité CSV-LSAP en hommage à son célèbre habitant (qui y habite depuis trente ans). La bourgmestre, Marion Zovilé-Braquet (CSV), voulait lui en faire la surprise, mais le DP a ruiné l’effet. Les libéraux de Contern ont publié un communiqué qui critique cet hommage comme étant prématurée : « Le fait de nommer des lieux ou des rues doit être considéré comme un honneur posthume en reconnaissance des réalisations d’une personne. » Le conseiller DP, Robert Axmann, enfonce le clou dans le *Tageblatt* : « Das ist eine Praktik, die vielleicht in Diktaturen üblich ist, jedoch nicht hier bei uns. ». Face au *Land*, la maire évoque un « geste de sympathie sans grandes arrière-pensées politiques ». ^{BT}

|||||

Doute toujours

||||| Pierre Sorlut

Depuis deux semaines, le Vertom Odette fait l’objet d’interrogations médiatiques dans presque tous les pays du pourtour méditerranéen. Ce bateau cargo battant pavillon luxembourgeois transporterait des armes à destination d’Israël, selon les ONG participant à l’initiative Block the Boat liée au mouvement pro-palestinien BDS (pour Boycott, Divestment, Sanctions). Les militants soupçonnent en effet ledit bateau et un autre, le Marianne Danica, d’avoir chargé des armes à Chennai en Inde pour les livrer ensuite à Israël. Vu les attaques menées par les rebelles Houthis dans la mer Rouge contre des intérêts israéliens, les navires contournent maintenant l’Afrique et font escale en Méditerranée. « L’Espagne a

interdit cette semaine à un de ces navires d’acoster sur ses côtes et le gouvernement a affirmé qu’il rejetterait toutes les futures demandes d’escales de vaisseaux contenant des armes à destination de l’État israélien », ont fait savoir les militants de BDS dans un communiqué cette semaine, rappelant la résolution votée en avril par le Conseil des droits de l’homme des Nations Unies pour mettre fin à l’acheminement d’équipement militaire vers Israël, mais aussi la Convention sur le génocide obligeant ses États signataires (dont le Luxembourg) à prévenir tout risque de commission.

La campagne de presse avait échappé au Commissariat aux affaires maritimes (CAM) luxem-

bourgeois. Contactée par le *Land* à ce sujet la semaine passée, l’autorité de surveillance des armateurs explique qu’elle n’est pas informée automatiquement des cargaisons transportées par les bateaux battant le pavillon au lion rouge. Il lui faut prendre contact avec l’armateur. Ce qu’elle a fait. Celui-ci a informé que son navire, le Vertom Odette, transportait du « matériel militaire » (des produits chimiques et explosifs pouvant servir à fabriquer des munitions), mais d’Inde vers l’Espagne, et plus précisément vers Carthagène. Or, le parcours du bateau s’est révélé des plus erratiques dans les jours suivants, entretenant les soupçons. Selon *Vesselfinder*, après un long stop à Luanda (Angola), il passait mardi le détroit de Gibraltar, direction Koper

(Slovénie) puis Bar (Monténégro), des destinations également avancées par le CAM. Mais ce jeudi, le Vertom Odette voguait toujours au large des côtes andalouses entre Algésiras et Carthagène. Dans une réponse à une question parlementaire de Franz Fayot (LSAP) publiée ce jeudi après-midi, le gouvernement informe que « les utilisateurs finaux de ces cargaisons sont des entités européennes ». « Rien ne permet de confirmer les allégations selon lesquelles des navires sous pavillon luxembourgeois seraient impliqués dans la livraison ou le transfert d’armes vers Israël », poursuivent les trois ministères en charge de la réponse au député socialiste. Mais cela n’est pas complètement exclu non plus. ●

„An där Branche hei“

IIII Stéphanie Majerus

DP-Kandidatin Amela Skenderovic steht für die Aufstiegsversprechen ihrer Partei, intern sorgt sie für Spannungen wegen Palästina

Amela Skenderović fragt Schülerinnen im ersten Stockwerk, ob noch ein Klassensaal frei sei. Nein, nicht im ersten. Wir laufen ein Stockwerk höher und dabei beginnt die Englischlehrerin an diesem Montagnachmittag ihre Eindrücke vom technischen Lyzeum in Esch-Lallingen mit denjenigen vom Wirtschaftsgymnasium ECG zu vergleichen, wo sie jetzt seit einem Jahr unterrichtet. „Schüler aus sozioökonomisch schwächeren Haushalten haben viel ausgeprägtere Selbstzweifel.“ In Esch seien diese mit den Händen zu greifen gewesen. Morgen hat ihre Abschlussklasse Abi-Klausur in Englisch. „Auf dem Programm stehen dieses Jahr Kurzgeschichten und politische Texte, die von Massentierhaltung, Transport und Konsum handeln.“ Für die Schüler sei es aufregend, ihre Lehrerin auf Plakaten abgebildet zu sehen. Sogar politisch kaum interessierte Jugendliche kämen auf sie zu, und fragten beispielsweise, weshalb Europa von dem russischen Angriff auf die Ukraine betroffen sei. „Ploe mer eis do net mat Problemer vun aneren?“, wollten sie wissen. Ihr gefalle es als Politikerin „no un de Leit ze sinn“. Durch den Kontakt zu Jugendlichen, „weiß ich, was sie beschäftigt, wie beispielsweise länderübergreifende Zugverbindungen“. Skenderović habe jedoch auch rechtspopulistische Haltungen in puncto Gender- und Migrationsfragen festgestellt, nicht selten unter Schülern mit Migrationshintergrund.

Die DP sei die Partei, die am resolutesten eine gemeinsame europäische Verteidigungspolitik verfolge. Europa verliere gerade an Gewicht auf der internationalen Bühne, man solle militärisch vereinter auftreten, verteidigt Amela

Amela Skenderović neben Charles Goerens und Jana Degrott



Skenderovic beherrscht sechs Sprachen, unter anderem Spanisch und Bosnisch; Grundkenntnisse besitzt sie in Arabisch, Holländisch und Portugiesisch

Skenderović den Standpunkt der DP Mitte Mai im „5-Froen-un“ auf *RTL-Télé*. Ihr Gesicht und schwarzen Haare flimmern über den Bildschirm; die 28-Jährige war bis vor den Europawahlen außerhalb von Esch-Alzette, wo sie an den Gemeindewahlen teilnahm und Drittgewählte wurde, kaum bekannt, – nun urteilt die stets Blazer und Walkjacke tragende Englischlehrerin landesweit über EU-Politik. Immer wieder verweist sie in Interviews auf ihre Familiengeschichte. So auch im Gespräch mit dem *Land*, indem sie ihre Affinität zur liberalen Partei Oherleitet. „Freie Meinungsäußerung und Obrigkeitskritik waren unvorstellbar unter dem sozialistischen Regime in Jugoslawien.“ Liberale Politik setze sich für die Rechte von Individuuen ein.

„Meine Eltern sind Bosniaken, die im ländlichen Norden von Montenegro lebten.“ Sie gehörten der sunnitischen Minderheit in dem mehrheitlich serbisch-orthodoxen Land an. Während des Zerfalls der sozialistischen Republik Jugoslawien begannen Orthodoxe, die katholischen und muslimischen Minderheiten zu unterdrücken, weshalb ihre Eltern flohen. Religion sei für sie eine private Angelegenheit; sie sei für die Trennung von Religion und Politik. „Ich bin keine praktizierende Muslimin, esse allerdings kein Schweinefleisch und feiere muslimische Feste.“ Wie Iftar, das muslimische Fastenbrechen, das dieses Jahr auf den 21. März fiel; es war das erste größere Event, dass die Plattform Fata organisiert hat; eine Plattform, die Skenderović vor fünf Monaten gegründet

hat. Sie richtet sich an Frauen vom Balkan, unabhängig ihrer Religion und ethnischer Herkunft. „Fata ist ein Spitzname für Fatima. Die Wortwendung steht für eine von ihrem Mann unterdrückte Frau. Wir wollen uns dieses Narrativ aneignen, um es neu zu deuten und um auf Femizide hinzuweisen.“

Am Montagmorgen wurde Amela Skenderović von unterschiedlichen Schülern auf ein anderes politisches Thema angesprochen. Der Influencer Almin Hrkic hatte einen Aufruf an die Parteien verschickt, um sich gegenüber dem Gaza-Krieg zu äußern. „Verübt Israel ein Genozid in Palästina“ und „was muss passieren, damit ihre Partei

[...]



DP-Wahlversammlung
am 3. Juni in Mamer

[Fortsetzung von Seite 7]

Sanktionen gegenüber Israel beschließt“, wollte er wissen. Auf seiner *Instagram*-Seite Mood-Luxembourg schaltet er ein Video, in dem er behauptet Amela Skenderovic hätte Position beziehen wollen, sei aber von ihrer Partei daran gehindert worden. Gegenüber dem *Land* sagt die DP-Politikerin, mit ihrer Partei habe sie gemeinsam entschieden, dass man nicht in einer Minute – wie die Vorgabe lautete – auf die gestellten Fragen eingehen könnte. Etwa 350 000 mal wurde der Beitrag von Mood-Luxembourg gesichtet. Die Englischlehrerin vernahm, dass Schüler am ECG aufgrund des Videos von der DP enttäuscht sind, die Partei sei für sie nun unwählbar.

Es war nicht der erste öffentliche Trubel um die junge Politikerin. In einem Zustand emotionaler Ungehaltnheit, nachdem eine DP-CSV-Mehrheit die Motion zur Anerkennung des Staates Palästina Mitte Mai ablehnte, habe sie sich zu dem *Instagram*-Post „Shameful. Not in my name“ hinreisen lassen, erläutert sie. Den Post hat sie noch am gleichen Tag wieder gelöscht. Sie sehe eine Parallele zwischen dem Mord an mehr als 8 000 Bosniaken durch mehrheitlich serbische Kampfeinheiten in der Nähe von Srebrenica im Juli 1995 und dem aktuellen Geschehen in Gaza. Zivilgesellschaftlich ist sie bei dem Srebrenica Genocide Committee Luxembourg engagiert und hielt unter anderem einen Vortrag über Vergewaltigungen während des Bosnienkrieges. Man könne nicht zusehen, wie in Rafah Menschen getötet werden. „Datt mer dat Dag fir Dag quasi live matverfolgen, hëlt d'Leit mat“. Auch für Almin Hrkic gilt Srebrenica als Referenzrahmen – „unsere Eltern sind vor einem Genozid geflüchtet“, und die Spitzenkandidatin Skenderović müsse „jetzt zuschauen und den Mund halten“. Er spielt dabei zugleich darauf an, dass ihr Co-Spitzenkandidat Charles Goerens gegenüber dem *Wort* den Post folgendermaßen kommentierte: „Bei der jungen Generation ist viel Ungeduld“, sie „verstehen nicht“, weshalb keine Lösung in Sicht sei und bei „komplexer Diplomatie“ würden junge Menschen „abschalten“. Grünen-Politikerin Sam Tanson schreibt dazu auf *X*, „haarsträubenden Mansplaining vum DP Spätzekandidat“. Die Journalistin Ines Kurschat, aus dessen Feder der Artikel stammt, antwortet der grünen Abgeordneten, im Austausch habe sie den EU-Abgeordneten nicht als „herablassend“ erlebt, wie Tanson „suggeriere“, wenngleich sich seine Aussagen auf Papier als „gutväterlich“ lesen mögen.

Im *RTL*-Kloertext auf Goerens Aussagen angesprochen, sagt Amela Skenderović, sie bedaure, dass die Opposition die „Polemik des alten weißen Mannes aufgegriffen“ habe, statt den

Fokus auf das Thema zu lenken. Vielleicht um den Verdacht zu zerstreuen, sie sei lediglich ein Anhängsel, eines Politikers, der bereits 1982 erstmals im EU-Parlament saß, fügt sie hinzu: „Ich kann aus Erfahrung sagen, dass ich auf Augenhöhe mit Charles Goerens zusammenarbeite und meine Meinung beachtet wird.“ Denn man könnte vermuten, die DP-Spitze habe auf sie eingewirkt, um den Post zu löschen. Das verneint Skenderović; „an där Branche hei“ solle man seine Emotionen nicht gleich „externalisieren“, ihre Ausdrucksform schien ihr plötzlich nicht mehr angebracht. Tatsächlich aber sagt sie zugleich: „Et fäert een och als jonk Politikerin, wann een enger aner Meenung ass, et fäert een ee schlechten Impakt op eis Europa-Ekipp.“

Am Montagabend hatte die DP auf ihren Wahlabend ins Mamer-Schloss geladen. Etwa 60 Personen sind gekommen, – die Hälfte von ihnen grauhaarig, zehn im berufstätigen Alter mit Kopfhörern für die Übersetzung – und hörten dem frei vortragenden DP-Außenminister Xavier Bettel zu. Seine Charme-Offensive sollte vor allem auf die Perspektiven abzielen, die Europa eröffnet: „Ich habe in Griechenland studiert, und als ich damals nach Bulgarien fuhr, wurde mein Auto für 5 D-Mark an der Grenze desinfixiert – stellen Sie sich das mal vor!“ Ob man Mann oder Frau ist, Jude, Muslim oder Christ jeder sollte den gleichen Bildungszugang erhalten. Er schwenkt dabei über zu Amela Skenderovićs Biografie: „Ihre Eltern mussten wegen eines Bürgerkrieges flüchten.“ Sie wisse, was es heiße, gegen Vorurteile anzukämpfen. Und weil die Opposition munkelt, in der DP bestehe keine Einigkeit gegenüber Israel-Palästina-Konflikt, sagt er: „A wa verschidde Leit mengen, an dëser Partei wiere mer eis net eens – mir sinn eis eens, datt dat, wat a Palästina geschitt, net akzeptabel ass!“ Um in einem emotionalen Tonfall zum jetzigen Zeitpunkt die Anerkennung Palästinas auszuschlagen: „An dofir, wa verschidde Leit mengen, datt am Resumé d'Unerkennung vu Palästina eppes ging änneren, gleeft mer, de Fraen a Kanner am Gaza ass dat esou laang wéi breet: Si hätte gär Friden.“

Xavier Bettel unterstreicht am Montag auch die markanten Merkmale der weiteren fünf EU-Kandidaten. Der 30-jährige Christos Floros sei ein „Produkt der europäischen Vielfalt“, dem Publikum rät er, das kulturelle Programm in Esch/Alzette in Anspruch zu nehmen, welches man der Kandidatin Nancy Braun zu verdanken habe. „Eist Jana“ (Degrott) wisse durch ihren Bruder aus nächster Nähe, wie schwer es sei mit einer neurologischen Normabweichung gleichberechtigt leben zu dürfen. Gusty Graas denke seinerseits regional und europäisch. Und Charles Goerens fahre mit Schulklassen nach Auschwitz,

„A wa verschidde Leit mengen, an dëser Partei wiere mer eis net eens – mir sinn eis eens, datt dat, wat a Palästina geschitt, net akzeptabel ass!“

Xavier Bettel

damit der Holocaust nicht in Vergessenheit gerate. Überhaupt grenze sich die DP konsequent von Rechtspopulisten ab: „Léiwer net matmaachen, wéi mat engem Däiwe eppes ze ännerschreiben!“ Es folgt eine Art Standing Ovation im Sitzen auf diese Schlussworte von Bettel. Die DP-Abgeordnete Corinne Cahen steht hinten im Saal, schießt Fotos und postet auf *Facebook*: „Struppevolle Sall op onser Walversammlung.“

Anschließend moderiert der DP-Abgeordnete Luc Emeling als Stichwortschleuderer ein Gespräch mit den Kandidaten. Sieht die Co-Spitzenkandidatin Beitrittschancen für Montenegro, fragt Emeling. Das Land käme aus einer turbulenten Zeit und weise Korruptionsprobleme auf, führt sie aus. „Aber da es am Mittelmeer liegt, wäre sein Beitritt geopolitisch nicht uninteressant.“ Außerdem wurde vor kurzem ein liberaler Präsident gewählt; als dieser vor acht Monaten in Luxemburg war, „hatte er das Glück, Gusty Graas kennenzulernen“, sagt sie, woraufhin sich allgemeines Gelächter in Mamer breit macht. „Jedenfalls hat Gusty einen guten Eindruck bei ihm hinterlassen, hat er mir gesagt.“ Weil der ehemalige „Klimapremier“ in seiner Rede den Klimawandel außen vor ließ, fragt Luc Emeling, wie Gusty Graas die Klimaskeptiker in der Chamber erlebe. Graas erinnert sich, dass er einst in den 1990-er-Jahren in den eigenen Reihen zunächst auf Klima-Desinteresse stieß, als er mit seinem DP-Kollegen Mil Calmes „grünes Denken“ in die DP bringen wollte, – man habe sie die „Müsli-Fraktion“ genannt. Heute

sei er in puncto Klimaschutz „stolz“ auf das EU-Wahlprogramm.

Politisiert hat sich Amela Skenderović während des Brexits. England habe sich selbst ein Bein gestellt mit dem Austritt aus der EU; mit der Wirtschaft laufe es nicht rund und die Jugend sei vom europäischen Festland abgeschnitten worden, analysiert sie. Als sie während der Covid-Pandemie wieder nach Schiffingen umsielte, nahm sie der DP-Gemeindepolitiker und BIL-Angestellte Jeffrey Drui mit auf eine Versammlung der lokalen Sektion. Mit der Arbeit der DP habe sie seit Jahren sympathisiert. Einige ihrer Freunde waren bereits in der Partei, bevor sie 2021 schließlich selbst Mitglied geworden ist. „Und dass ich jetzt hier stehe, habe ich Carole Hartmann zu verdanken.“ Die DP-Generalsekretärin habe sich für Amela Skenderović eingesetzt, obwohl sie noch keine Abgeordnete ist. Als Frau würden einem oft Steine in den Weg gelegt werden, „oft auch von anderen Frauen, die sich in einem Konkurrenzkampf sehen“, führt sie aus. Aber Carole Hartmann sei anders; sie höre zu und unterstütze Newcomerinnen.

Davor war sie eher „a menger Bicherwelt“. Sie habe sich überwiegend mit postkolonialen Autoren befasset, wie dem südafrikanischen Literaturnobelpreisträger John Coetzee, über den sie ihre Abschlussarbeit verfasst hat. Edward Said habe sie gelesen und finde seine Orientalismusthese „interessant“. Bereits in ihrer Kindheit hat sie gerne gelesen: „Wie viele habe auch ich Harry Potter verschlungen“, erinnert sie sich. Heute beherrscht sie sechs Sprachen, unter anderem Spanisch und Bosnisch; Grundkenntnisse besitzt sie in Arabisch, Holländisch und Portugiesisch. „Ech sinn eigentlich ee Schëfflenger Meedchen“, sagt sie. Dort ist sie als Zweitälteste mit vier Geschwistern aufgewachsen. Ihr Vater war Lastwagenfahrer, ihre Mutter hat zeitweise als Reinigungskraft gearbeitet. Den Eltern war der Bildungsaufstieg wichtig; sie schickten ihre Kinder in den Bicherbus, zur Lasep und die *Vakanzenaktivitéiten*.

Während des Studiums begann sie sich mit dem Nahen Osten zu beschäftigen. Den Oman und Jordanien habe sie bereist; im September war sie in Jerusalem, „eine der schönsten Städte der Welt“. Der Konflikt im Nahen Osten hat sich nun dem Europawahlkampf aufgedrängt – eine Entwicklung, die die Parteien während der Vorbereitung ihres EU-Wahlkampfes wohl unterschätzt haben. Anne Lecuit von Fokus erläuterte im *RTL*-Background vor einer Woche, in Schulen erlebe sie an Rundtischgesprächen, dass dieser Krieg die Jugend „extrem mathëlt“. Selbst nach Abschluss der offiziellen Debatte wurden die EU-Kadidaten von Schülern umzingelt, um das Gespräch über den Konflikt im Nahen Osten weiterzuführen. Am Montag gegen Ende der Wahlversammlung fragt eine aus Korea stammende Amerikanerin mit Tränen in den Augen, wie es sein könne, dass die DP die Handelsabkommen mit Israel nicht infrage stelle, „denn Israel hat eine undemokratische, faschistische Regierung“. Nehme Europa die Menschenrechte überhaupt noch ernst?

Außenminister Bettel nimmt das Mikrofon und antwortet auf Englisch, „damit die Fragestellerin jedes Wort versteht“. Nun steht nicht mehr der No-bei-Dir-Bettel im Raum, sondern ein Außenminister, der vorgibt internationale Reichweite zu genießen: Er habe am Nachmittag einen Brief an Ursula von der Leyen geschickt, um zu sehen, ob der Rechtsdienst der Kommission mit Juristen aus Israel diese Woche zusammen kommen könnte. „And if the Israeli do not want to accept the decision of the ICJ, I said it in Brussel, I said it in Israel, and I say it today in Mamer, it will not be not without consequences.“ Man dürfe nicht nur bellen, man müsse auch beißen. Die Amerikanerin, die Unterrichtsmaterial auf Englisch erstellt, ist mit einer Freundin, einer Finanzberaterin, nach Mamer gekommen. Werden sie noch an anderen Wahlabenden teilnehmen? „Ja, wir werden unsere Frage an jede Partei richten.“ Der Palästina-Konflikt ist für die beiden wahlentscheidend? „Ja, wir werden unsere Wahl davon abhängig machen.“ ●

Reine Privatsache

IIII Sarah Pepin

Trotz schwerem Steuerbetrug bleibt der Escher DP-Kulturschöffe Pim Knaff im Amt

In Luxemburg trennt man die Privatperson und die politischen Ämter immer dann, wenn es einem passt. In Esch/Alzette ist man dabei am neuesten Tiefpunkt angelangt. Der Erste DP-Schöffe und ehemalige Abgeordnete Pim Knaff will sein Amt nicht niederlegen, ja es scheint, er denkt nicht einmal daran. Wie Reporter vergangene Woche berichtete, wurde der Schöffe und Anwalt wegen schweren Steuerbetrugs zu einer Geldstrafe von 9 500 Euro verurteilt. Er hat im Rahmen eines Konkursverfahrens Honorare im Wert von 109 249,48 Euro nicht angegeben, es gehe um eine Steuerhinterziehung von 50 000 Euro. Das Ganze ging geräuschlos über die Bühne, da Knaff sich schuldig bekannte und einem Vergleich mit der Staatsanwaltschaft zustimmte. Am 18. April fiel das Urteil, gemildert durch den Umstand, dass Knaff nicht vorbestraft ist. Ansonsten hätten ihm bis zu 300 000 Euro und eine Haftstrafe gedroht. Knaff zeigte sich gegenüber dem Luxemburger Wort erst reumütig: Er stehe für den Fehler gerade und bezahle nun dafür. In den nachfolgenden Tagen sprach die Escher DP-Sektion von einer „erreuer isolée“ und versicherte ihm „ihre einstimmige und unerschütterliche Unterstützung“. Das wiederum fand die Escher LSAP erschreckend und wünschte sich eine klare Positionierung von Knaff; Déi Lénk forderte den Rücktritt des Politikers bereits vergangenen Donnerstag. Die schwarz-blau-grüne Koalition wolle die zweitgrößte Stadt erstmal weiterregieren, erklärte der CSV-Bürgermeister Christian Weis.

Am Dienstagabend lud Pim Knaff die Parteisprecher zu einer Art offener Sprechstunde in die Gemeinde ein. Bis auf die Piraten waren alle Parteien an-

wesend. Auf dem Platz vor dem Hôtel de ville schien die Abendsonne, die Presse hatte sich versammelt, um dem starken Gegenwind, den eine solche Affäre normalerweise auslöst, beizuwohnen. Es wehte eher eine leichte Brise. Statt den Zeitpunkt zu nutzen, um auch gegenüber den Medien und somit dem breiten Publikum transparent zu sein, fand die Versammlung hinter verschlossenen Türen statt. Das Künstlerkollektiv Richtung22 war mit Bannern und Plakaten, die Knaffs Rücktritt forderten, angereist. Es wurden „Pim Tonics“ serviert – eine Anspielung auf eine Aussage, die Pim Knaff im Gemeinderat in Bezug auf die Eintrittspreise bei dem Festival Francofolies machte: Sie kosteten seines Erachtens soviel wie ein Gin Tonic. Im Hintergrund lief eine sorgfältig kuratierte Playlist mit Songs wie *Money* von Pink Floyd. Richtung22 sind schon länger schlecht auf Pim Knaff zu sprechen, da die Fresch Asbl, der Knaff vorsteht, ihren Vertrag im Bâtiment 4 nicht verlängert hat – und sie grundsätzliche Probleme mit seiner Kulturpolitik haben.

Kurz kommt ein Mann vorbei, der alles abfilmt und brüllt, dass Pim Knaff den Armen in Esch helfe: „De Pim bleibt hei! Pim zu Esch!“ Als LSAP-Fraktionssprecher Steve Faltz und die Gemeinderätin Liz Braz dann nach einer Stunde Gespräch heraustreten, erklärt Faltz: „Wir haben das Urteil gesehen und für uns gibt es darin Widersprüche.“ Pim Knaff und die DP-Lokalsektion bestünden weiter darauf, dass es eine Bagatelle sei. Der Schöffe werde weiterregieren. Die LSAP sei besorgt, dass dieser Fall zu noch mehr Politikverdrossenheit führen würde. Gleichzeitig entgegnete Faltz, Knaff sei „wegen dieser Affäre legal nicht gezwungen, abzudanken“.

A propos Rückendeckung: Die EU-Spitzenkandidatin Amela Skenderović (siehe S. 7-8), die der Escher Sektion angehört und dort als Drittgewählte in den Gemeinderat nachrücken könnte, würde Knaff sein Mandat niederlegen, sei über die Angelegenheit „nicht wirklich im Bilde“. Das sagte sie Anfang der Woche dem *Land*.

Die wackelige CSV-DP-Grünen-Koalition musste sich erst sammeln. Ist der Vertrauensbruch groß genug, um die Koalition aufzulösen? Am Mittwoch kommuniziert CSV-Bürgermeister Christian Weis, fast wie abschließend: Nein! Natürlich nicht. Pim Knaff sei verurteilt worden – die Entscheidung, ob er als Schöffe weitermachen wolle oder könne, liege jedoch exklusiv bei ihm und seiner Partei. Weis ist davon überzeugt, dass jeder „Koalitionspartner sich der großen Verantwortung bewusst ist, sich für die Belange der Escher Bürger/innen einzusetzen“. Die Grünen teilen mit, sie seien „enttäuscht“ und hätten sich andere Konsequenzen gewünscht. Sie haben einstimmig für ein Weiterführen der Koalition gestimmt. Immerhin habe man viele tolle Projekte begonnen, unter anderem „neue Spielplätze für Kinder und sichere Schulwege“. Bloß kein Risiko eingehen, lieber einfach aussitzen, wenn man schon dabei sein darf. (Die eigenen Parteimitglieder treten vergleichsweise schnell zurück, siehe Traversini und Dieschbourg.) Die ADR reibt sich die Hände: „Und dann wundern sie sich, dass wir immer mehr Stimmen bekommen“, erklärte der Gemeinderat Bernard Schmit am Dienstagabend. Ein Trauerspiel, das seinesgleichen sucht. Zu Gesicht bekam die Presse Pim Knaff am Dienstag übrigens nicht. Er ging zur Hintertür raus. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Großhandel

Vor drei Wochen fand in der Hauptstadt der jährliche Marathonlauf statt. Die Bank ING hat den Namen des Wettlaufs gekauft. 16 000 Freizeitsportler und -sportlerinnen schwitzten. Um die Massenkundschaft der ING als populäre Bank zu verkörpern.

„The number of customers is 124,000; 48.5% of our Retail customers choose ING as their primary bank.“ Wirbt ING im Jahresbericht 2022 (S. 8). Zum „Retail Banking“ zählt sie Privatpersonen „avec des avoirs en compte inférieurs à un million EUR“ (Jahresbericht 2018, S. 6).

Die ING in Amsterdam kauft gerade für 2,5 Milliarden Euro eigene Aktien auf. Um die Rendite der einzelnen Aktionäre zu erhöhen. Zum gleichen Zweck setzt der ehemalige Crédit européen in Luxemburg Zehntausende Kunden vor die Tür.

„[I]l n'y a pas de croissance durable possible dans un avenir proche pour ING au Luxembourg dans la banque de détail pour les clients particuliers“. So eine Presseerklärung vom 29. Mai: An Privathaushalten ist nicht genug zu verdienen.

Die Compliance von Kundinnen ohne Vermögen kostet: der ganze Papierkram zum Kampf gegen die Geldwäsche. 2018 zahlte die ING in den Niederlanden 775 Millionen Euro Buße. Weil sie am Vermögen zwielichtiger Kunden verdiente. Statt sie zu melden.

Andere Banken sympathisieren heimlich mit ING. Sie befürworten eine Aufteilung der Bankgeschäfte. Sie hassen die Geldwäschevorschriften. Kündigungen machen die Kundschaft gefügig.

Das Grundgeschäft der Banken ist, Kundeneinlagen niedrig zu verzinsen und zu hohen Zinsen weiterzuverleihen. Bis zur euphorischen Spekulation mit faulen Hypothekendarlehen. 2008 rettete der niederländische Staat ING mit zehn Milliarden Euro vor sich selbst.

In der Schuldenkrise senkten die Zentralbanken die Zinsen. Die Zinsmargen der Banken schrumpften. Sie erhöhten ihre Gebühren und erfanden neue. Die Liste der „Extraits des tarifs des clients Particuliers – Retail Banking“ von ING ist 26 Seiten lang. Zum Standard gehören auch verzögerte Gutschriften von Überweisungen, überhöhte Kreditkartenzinsen.

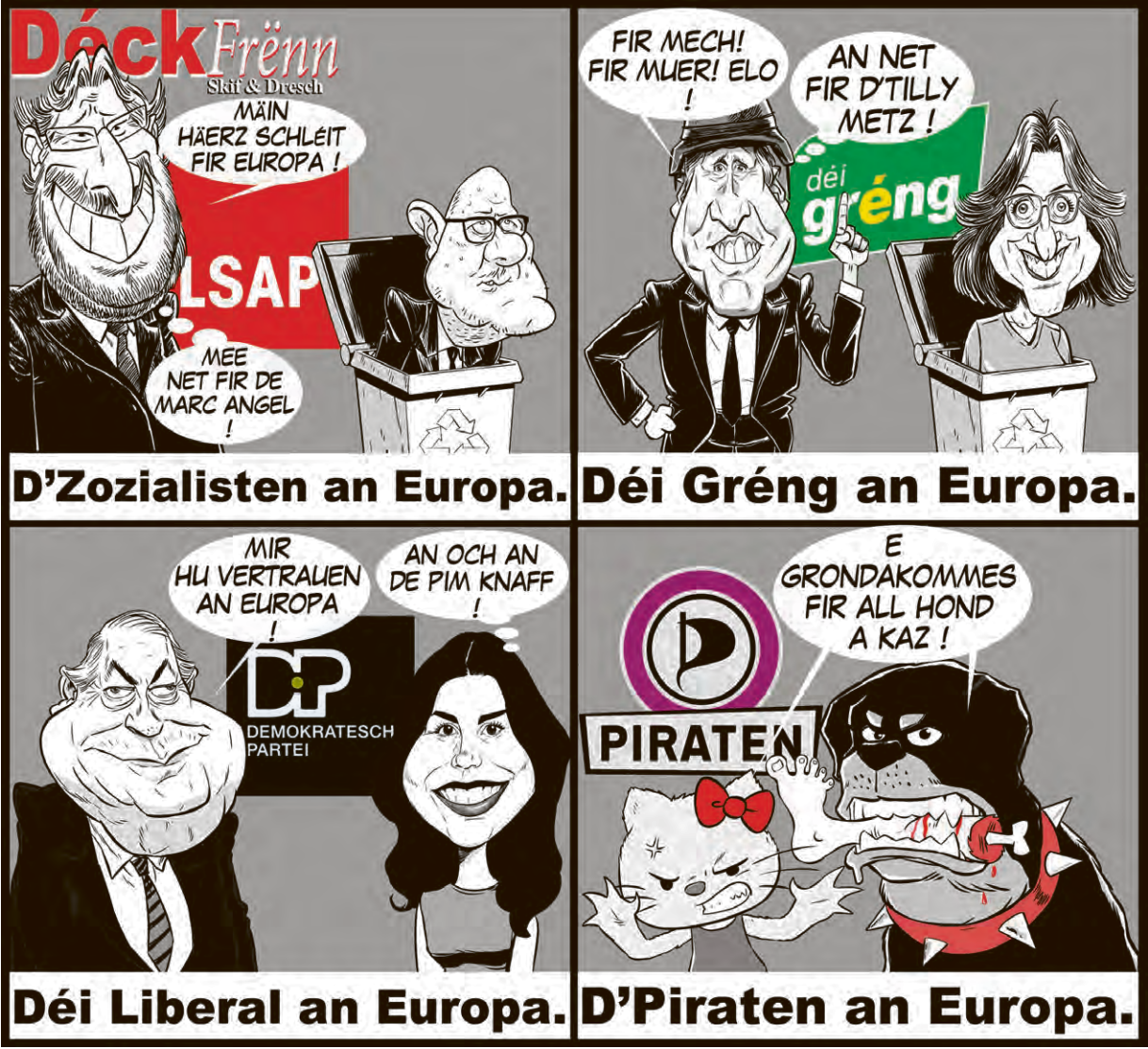
Vor zwei Jahren stiegen die Zinsen wieder. Die Banken erhöhten ihre Kreditzinsen. Mit den Einlagezinsen ließen sie sich Zeit. 2022 stiegen die Zinsmargen von ING um 39 Prozent. Die Banken senkten ihre Gebühren nicht.

Für das Private Banking unterhalten Banken Stadtvillen. Dort leiten Hostessen Rentiers, reiche Erben, Unternehmer in gediegene Salons. Gleichzeitig drängen die Banken die Angestellten, Arbeiterinnen, Studenten, Rentnerinnen aus den Filialen. Sie sollen am Heimcomputer die Arbeit der Bankangestellten erledigen. Das erspart Lohnkosten. Die Schalterbanken halten sich die ungenügend bemittelte Kundschaft vom Leib. Die Kundenberatung übernehmen FAQ und Bots. ING schloss Zweigstellen in Luxemburg, Belval, Differdingen, Diekirch, Wiltz, Weiswampach und Echternach.

Billiges Kapital gibt es in Fülle. Auch andere Banken setzen wenig rentable Kunden vor die Tür. Sie machen unauffällige Einzelfälle daraus. Die Post zahlt gar keine Zinsen. Trotzdem wollte sie den Postscheckdienst loswerden. Nur die Raiffeisenkasse war an einer Zusammenarbeit interessiert. Die kleine Fortuna wollte niemand.

Das Leben in einer Steueroase hat seine Nachteile. Ein Finanzplatz widmet sich dem Großhandel mit Millionären: „dédiée à l'industrie des fonds d'investissement, aux clients institutionnels et aux entreprises“. So ING in ihrer Presseerklärung. Dem „Private Banking“, den „clients avec des besoins d'investissement à long terme“.

Ein Finanzplatz ist nicht für Kleinkrämer. Nicht für Durchschnittsverdiener mit einem Gehaltskonto, einem Konsumkredit, einem Spargroschen. Die sollen dankbar sein, wenn sie einer Bank ihr Geld bringen dürfen. ● ROMAIN HILGERT



Entre alliances et tensions

IIII Sara Montebusco

Giorgia Meloni a mené une intense campagne électorale « contre Bruxelles », mais elle s'est assurée l'approbation de l'actuelle présidente de la Commission



Tiziana Fabi / AFP

Giorgia Meloni lors d'une réunion électorale le 1^{er} juin à Rome

« L'Italie change l'Europe » déclare Giorgia Meloni à travers son slogan pour les élections européennes. Alors qu'elle s'était initialement montrée très eurosceptique avec l'intention de quitter l'Union européenne, elle a effectué un virage important : elle veut à présent remodeler l'UE de l'intérieur. Elle annonce également être en mesure de faire à l'intérieur de l'UE ce qu'elle a fait en Italie, « d'envoyer enfin la gauche dans l'opposition ». Et même si, d'après les derniers sondages, l'écart entre son parti Fratelli d'Italia et le Parti Démocratique (PD) d'Elly Schlein s'est rétréci, elle garde tout de même une longueur d'avance avec environ 26,5 pour cent par rapport aux 22,5 pour cent du PD. Giuseppe Conte, président du Movimento 5 Stelle avec 15,4 pour cent dans les sondages, affirme qu'en effet l'Europe changerait avec Meloni, mais en pire.

En contraste avec le slogan de Meloni, on peut noter une nette tendance à la baisse de participation au vote européen en Italie, les sondages montrent qu'il risque d'y avoir plus de cinquante pour cent d'abstention. Cette tendance se poursuit depuis un certain temps déjà avec seulement 54,4 pour cent de participation en 2019, 57,7 pour cent en 2014 par rapport aux 85,7 pour cent en 1979, lors des premières élections européennes. Cette baisse s'était déjà fait ressentir au niveau national : Les élections de 2022, lors desquelles Giorgia Meloni a été élue, avaient enregistré le taux de participation le plus bas de l'histoire d'Italie.

Malgré cette tendance, Meloni souhaite avoir plus d'influence sur la politique au sein de l'UE. Une ambition qui ne semble à présent pas si inatteignable. En effet dans la presse on peut lire que l'actuelle présidente de la Commission Ursula von der Leyen « fait la cour » à la présidente du conseil italien et envisage une collaboration.

Les points principaux qui intéressent Meloni sont le *Green Deal*, la simplification de la bureaucratie

Giorgia Meloni gagne en popularité auprès de nombreux partis européens

et, sans surprise, la question de l'immigration. Tandis que ce dernier point fait clairement partie de la politique droite de Meloni, il est assez ironique de pointer la simplification bureaucratique sur un plan européen alors que la bureaucratie italienne laisse beaucoup à désirer. Le sujet du *Green Deal* est un des aspects qui pourrait freiner une éventuelle collaboration entre von der Leyen et Meloni. L'Italienne a passé les dernières années à s'opposer au pacte vert qui comprend différentes initiatives politiques pour rendre l'Europe climatiquement neutre d'ici 2050. Certains partis verts, comme « die Grünen » en Allemagne, ont averti la présidente de la Commission, insistant sur le fait qu'elle perdrait leur support si elle décidait de s'associer à Giorgia Meloni. Mais les critiques ne parviennent pas seulement du côté vert, les socialistes et libéraux, qui font partie de l'actuelle coalition de von der Leyen, l'attaquent également et menacent de faire obstacle à un second mandat.

Sur la question de l'immigration, Ursula von der Leyen s'était déjà exprimée en faveur de plusieurs aspects, notamment le renforcement des contrôles. En 2023, elle avait également déclaré

après sa visite à Lampedusa : « C'est nous, Européens, qui décidons qui vient en Europe et dans quelles circonstances, et non les organisations criminelles de trafiquants d'êtres humains ». Elle a entre autres défendu l'idée de mener les procédures d'asile dans des pays en dehors de l'Europe. Il s'agit ici sans doute d'une stratégie pour gagner plus de voix. Les arguments pour un renforcement des lois anti-migratoires convainquent beaucoup de personnes et sont également l'un des piliers du succès de Giorgia Meloni en Italie, ce dont est parfaitement consciente. Elle ne cesse de poursuivre ses actions pour la mise en place de ses idées, même à quelques jours des élections. Elle s'est notamment rendue en Albanie cette semaine pour l'ouverture du premier des deux centres pour migrants prévus par un nouvel accord entre les deux pays.

Cependant les mesures prises jusqu'à présent ne suffisent pas. Du moins c'est ce que pensent bon nombre des soutiens de Giorgia Meloni, dans son sillage. Au sein de l'UE plusieurs partis s'accordent sur le sujet. Ainsi, les conservateurs et réformistes européens, soit l'ECR qui mènent un combat acerbe contre l'immigration et considèrent que la Commission ne propose que des solutions législatives faibles et inefficaces. Il n'est donc pas surprenant que Giorgia Meloni en est la présidente depuis 2020. L'ECR estime entre autres que l'UE est « trop centralisée, trop ambitieuse et trop déconnectée des citoyens ordinaires ». Le fait de se présenter comme une femme du peuple est l'une des stratégies politiques appliquée par Meloni en Italie.

En effet, celle-ci se dit fière de ses racines et de ses origines populaires qu'elle met régulièrement en avant lors des campagnes électorales. Elle a ainsi habilement su faire une force des critiques des électeurs de l'opposition qui aiment la comparer à une vendeuse de poisson romaine. Il est vrai qu'elle n'émane pas du même sérail politique que la plupart de ses collègues et paraît ainsi

plus proche du peuple. Ce qui est certainement ironique si l'on considère que la Présidente du conseil arpente le monde de la politique depuis son adolescence.

Dans le même registre stratégique, elle joue sur l'aspect personnel et familial lors de sa campagne électorale. Elle utilise son prénom « Giorgia », comme si l'on s'adressait à une amie, et se rapproche ainsi de ses électeurs sur les panneaux électoraux et dans les spots publicitaires. Ces spots mettent en scène des personnes de différents milieux prétendant voter pour « Giorgia parce qu'elle... » a su faire quelque chose pour les aider. Il s'agit ici d'une liste de soi-disant exploits réalisés par la Présidente du conseil au cours de son mandat.

De plus, elle a affirmé que le pouvoir ne la changerait pas. Déclaration intéressante, étant donné les revirements d'opinion sur de nombreux sujets, notamment envers l'UE. Et tandis que Ursula von der Leyen la défend en la définissant pro-UE, il est légitime de se demander, si Meloni a réellement changé d'opinion – sans vouloir l'avouer à son peuple – ou si cela fait simplement partie de ses nombreuses stratégies pour s'assurer le plus de voix et de soutiens possible. Sa position qui prétend se mettre au même niveau que le peuple a également aidé Giorgia Meloni durant son mandat, car elle a su résister à la tête d'un pays qui change régulièrement de gouvernement.

L'Italienne gagne d'ailleurs en popularité au sein de l'UE et son plan pourrait donc porter ses fruits. Il semble en tout cas avoir eu du succès auprès de Marine Le Pen, qui lui tend elle aussi la main avec l'espoir de créer un front solide rassemblant les partis conservateurs et d'extrême droite au sein de l'UE.

Outre des raisons stratégiques qui peuvent pousser Ursula von der Leyen à chercher une alliance avec Giorgia Meloni, il n'est en réalité pas étonnant d'imaginer une union entre les deux politiciennes. Von der Leyen a de plus en plus de mal à cacher son vrai visage. Ces derniers mois, elle fait parler d'elle avec des éclats, comme le scandale lié au *Pfizergate* et les accusations d'être complice du génocide à Gaza. S'immiscer de manière anticonstitutionnelle dans les conflits internationaux ne va, après tout, pas à l'encontre de la politique de Giorgia Meloni. Les deux politiciennes pourraient donc être d'accord sur de nombreux points et éventuellement jouer un rôle important dans le développement de l'UE les cinq prochaines années. Cependant Meloni ne veut pas prendre nettement position et se montre conciliante face à von der Leyen, pour ne pas perdre une alliée qui la protégerait de ses opposants qui ne la considèrent pas « pro-UE » et de ne pas endommager sa relation avec Bruxelles.

Considérant l'opposition et les critiques auxquelles a dû faire face von der Leyen et la position de Meloni vis-à-vis à cette dernière, il est loin d'être sûr de la direction que prendront les élections ce week-end. Cependant il est probable que von der Leyen ait montré ses cartes trop tôt et qu'elle ne sera pas en mesure d'obtenir un second mandat. Il est aussi possible que cette tactique ait été programmée pour écarter du pouvoir un personnage ayant à présent été partiellement démasqué.

Il est loin d'être certain que Giorgia Meloni réussisse à se frayer un chemin européen comme elle l'a fait en Italie pour remodeler l'UE selon ses critères. En effet, tandis que la Première ministre italienne attire toute l'attention des médias et du public, les autres politiciens ne se laissent pas détourner de leur objectif et préparent de leur côté l'ascension au pouvoir. ●

L'élargissement, un tabou

IIII Simon Rico

Les Balkans occidentaux patientent depuis plus de vingt ans. L'intégration est devenue une chimère

Le 1^{er} mai, l'Union européenne a célébré bien timidement le 20^e anniversaire du « grand élargissement » à l'Est, de 2004. Ce jour-là, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a salué « une promesse », le « début d'une nouvelle ère », et assuré qu'« aujourd'hui le désir d'unir l'Europe et d'agrandir notre Union est plus fort que jamais ». Mais ce discours ressemblait avant tout à de la méthode Coué. Depuis ce « big bang » et le passage de 15 à 25 membres, seules la Bulgarie et la Roumanie (en 2007) puis la Croatie (en 2013) ont réussi à concrétiser leur processus d'intégration. Cela fait pourtant plus de vingt ans que les pays des Balkans occidentaux patientent dans l'antichambre de l'intégration. Dès juin 2003, lors du sommet de Thessalonique, l'UE avait insisté sur leur « perspective européenne ». Cette deuxième vague d'élargissement au sud-est du continent devait refermer la sombre page des années 1990, marquées par le retour de la guerre en Europe lors de la désintégration sanglante de la Yougoslavie.

2014, brutal coup d'arrêt de Jean-Claude Juncker On imaginait alors ces petits pays vite intégrés. L'UE regardait l'avenir avec une certaine confiance. Sauf que, depuis, de multiples crises, internes et externes, sont venues enrayer le processus. À tel point, qu'en 2014, le nouveau président de la Commission, Jean-Claude Juncker, avait prévenu avant même son entrée en fonction : « Aucune adhésion » ne serait à l'ordre du jour durant ses cinq années de mandat. Plusieurs pays des Balkans occidentaux avaient pourtant reçu peu avant leur statut de candidat et entamé, pour certains, leurs négociations d'adhésion. Une décennie plus tard, les conséquences politiques de cette déclaration se font toujours sentir : c'est comme si l'élan pro-européen avait été brutalement brisé par Bruxelles et qu'il était désormais trop tard pour relancer la machine.

Lors de la campagne des élections européennes de 2019, la question de l'élargissement avait d'ailleurs déjà été taboue. L'Europe était encore traumatisée par le Brexit, le premier rétrécissement de son histoire. Pour les Balkans occidentaux, la seule perspective concrète d'avancée résidait dans le « pro-

cessus de Berlin », cette initiative parallèle lancée par Angela Merkel à la rentrée 2014 pour tenter de maintenir la flamme au sein de l'Europe du Sud-Est, où les signes de lassitude et d'agacement commençaient à pointer dans les populations.

Un « momentum ukrainien » Depuis, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a quelque peu rebattu les cartes. De crainte que les Balkans occidentaux ne se transforment en un deuxième front, ou que certains pays ne se détournent vers Moscou, les dirigeants européens ont peu à peu réajusté la mire et relancé la perspective de l'élargissement. La colère piquée par les dirigeants de Serbie, d'Albanie et de Macédoine du Nord à l'issue du sommet européen de Bruxelles en juin 2022 a sûrement servi d'avertisseur. Ce jour-là, le Premier ministre albanais, Edi Rama, avait conseillé à l'Ukraine de ne « pas se faire d'illusions », alors que Kyiv venait de recevoir le statut de candidat à l'intégration, comme la Moldavie voisine.

À la rentrée dernière, les propos de Charles Michel au forum de Bled, en Slovénie, ont fait le tour des médias de toute l'Europe. Le président du Conseil européen y a en effet fixé la date de 2030 comme objectif « ambitieux mais nécessaire » pour l'élargissement aux Balkans occidentaux. Sauf que depuis, la seule avancée tient en l'annonce du « plan de croissance » à six milliards d'euros, mis sur la table fin 2023 par la Commission européenne afin de favoriser le rattrapage socio-économique des Balkans occidentaux. Ce montant correspond à une aide moyenne d'environ 800 euros par habitant. Or, à titre de comparaison, les Grecs en toucheront 5 600 grâce aux fonds européens sur la période 2021-27. Difficile, donc, d'imaginer comment atteindre le but fixé.

Les dérives des « stabilocraties » En outre, ce plan ne règle pas les questions politiques, pourtant cruciales pour l'adhésion. En Albanie et en Serbie, par exemple, l'État de droit ne cesse de reculer, sous la pression des régimes d'Edi Rama et d'Aleksandar Vučić, au pouvoir depuis une grosse décennie. Ces deux dirigeants sont les parangons de la « stabilocratie », ce néolo-

gisme popularisé par l'universitaire (de nationalité luxembourgeoise) Florian Bieber pour désigner ces régimes hybrides qui se disent « pro-européens » et dont les dérives autocratiques sont tolérées par l'UE au nom de la stabilité, c'est-à-dire l'absence de nouveau conflit armé dans la région. De fait, on assiste à un curieux pas de deux entre l'Union européenne et les dirigeants des Balkans occidentaux, que l'on pourrait résumer par la formule suivante : « Nous ferons semblant de vous laisser entrer si vous faites semblant de vous réformer ». Ainsi, le processus d'intégration de la Serbie, entamé en juin 2013, fait du surplace : seuls deux chapitres des 35 de l'acquis communautaire ont été refermés.

Dans le même temps, les opinions publiques balkaniques se détournent de cette UE qui refuse de leur ouvrir ses portes et qui accorde du crédit à des régimes pas franchement démocratiques : les Serbes favorables à l'intégration de leur pays sont désormais minoritaires alors qu'à la fin des années 2000, environ 80 pour cent se présentaient comme pro-européens. D'autant que la Russie et la Chine leur font de l'œil. Comment pourrait-il en être autrement alors que les messages envoyés par les 27 ne sont guère engageants ? Adoptée début 2020, la « nouvelle méthodologie » de l'intégration a introduit un principe de réversibilité du processus, on parle aussi d'une Europe à plusieurs vitesses, comme l'évoque ouvertement un plan présenté ces derniers mois par la France et l'Allemagne. Voilà qui suscite l'inquiétude des pays des Balkans occidentaux, eux qui ont déjà le sentiment d'appartenir à une autre Europe, périphérique et méprisée.

Qui veut encore de l'élargissement ? Dans l'Ouest de l'UE, on a évité de trop évoquer le sujet, inflammable pour les opinions publiques, durant la campagne pour les élections du 9 juin. Au Luxembourg, les partis sont restés prudents, évoquant la nécessité d'un « aggiornamento institutionnel » pour les uns, « prudence et pragmatisme » pour d'autres. Au vrai, les seuls véritables partisans de l'élargissement parmi les États membres sont aujourd'hui à chercher du côté des pays critiqués par cette partie de l'Union pour leurs dérives antidémocratiques. À commencer par la Hongrie de Viktor Orbán, héraut de la droite néoconservatrice européenne, devenu très proche du président serbe.

Lassés d'attendre l'hypothétique intégration de leurs pays, les habitants des Balkans occidentaux ont de leur côté fini par prendre les devants : vu que l'Europe ne vient pas à eux, ce sont eux qui vont vers l'Europe. Ces dernières années, leur exode provoque une véritable saignée démographique parmi les six pays, qu'illustrent dramatiquement les résultats des recensements... Financés par l'Union européenne. En Albanie, l'Institut des statistiques n'a même pas publié ceux, préliminaires, de l'opération de comptage qui s'est tenue fin 2023. On dit que le gouvernement d'Edi Rama chercherait un moyen de « lisser » les chiffres pour ne pas révéler l'ampleur de la baisse de la population liée à l'exil massif, le plus souvent irrégulier. Les rumeurs laissent entendre que le pays pourrait compter à peine 1,5 million d'habitants, presque moitié moins qu'en 2011. ●



Jean-Claude Juncker en mai 2019 lors des négociations sur l'élargissement de l'UE à la Moldavie



Sven Becker

land

07.06.2024

« Un juste équilibre »

III Entretien : Pierre Sorlut

Le ministre des Finances, Gilles Roth, sur la politique fiscale, les nominations, les sanctions russes et le sacrosaint principe d'unanimité

D'Land : Monsieur Roth, en commission des Finances mardi, vous êtes revenu sur l'affaire ING. Le manque de communication de l'établissement à la CSSF sur la cessation de ses activités de détail interpelle. Est-ce que ING risque des sanctions ?

Gilles Roth : J'ai expliqué avoir eu un entretien la semaine passée avec le CEO de ING Luxembourg (Michael Burch, ndlr) pour discuter du sujet. Je lui ai fait savoir que l'État respectait l'indépendance de la banque, mais que la stratégie de communication n'était pas la plus appropriée. ING a beaucoup de clients âgés car elle a repris le Crédit européen qui avait été la première banque à émettre des cartes de crédit au Luxembourg. Les gens ne sont pas très contents. Nous avons donc demandé qu'ils cherchent une solution pour la clientèle qui aille au-delà des deux mois légaux de préavis. J'ai également posé la question d'éventuelles implications au niveau du personnel.

Et que vous a-t-on répondu ?

Ils vont réduire le nombre d'agences, de cinq actuellement à deux ou trois. Pour l'heure, celles-ci emploient ensemble 45 personnes. Mais d'un autre côté, ils disent avoir besoin de renforts dans d'autres départements. Moi, je veux que le transfert des clients soit opéré de la meilleure des manières, en concertation avec les cinq banques de la place qui offrent des comptes de base. J'ai demandé à mes services qu'ils s'approchent de l'ABBL à ce sujet. J'ai également demandé aux agents du ministère qui sont dans les conseils d'administration de banques où l'État a des participations (BIL, BGL et BCEE, ndlr), que ce transfert se fasse de manière proactive. Est-ce que la CSSF va donner des suites ? Cela ne relève pas de ma compétence.

Ces derniers mois, votre parti, notamment via votre ancien binôme place financière à la Chambre, Laurent Mosar, s'est inquiété de la difficulté pour les entreprises d'ouvrir, voire de maintenir, des comptes bancaires. Un établissement a par exemple clôturé un millier de comptes d'entreprises, a-t-il été dit l'an passé en commission. Comment la situation évolue-t-elle et que faites-vous pour arranger les choses ?

Cette question de l'ouverture de comptes m'est régulièrement adressée depuis mon entrée en fonction. Ouvrir aisément un compte est un facteur de compétitivité et d'attractivité de la place financière. Mais la réputation de la place financière ne va pas à sens unique. Il faut également veiller à ce que toutes les règles anti-blanchiment pour l'ouverture de compte soient respectées. Il faut parvenir à un juste équilibre. Nous en discuterons en commission dans les deux trois semaines à venir.

Que peut faire le ministre le ministre des Finances à ce sujet ?

Concernant l'ouverture de comptes de particuliers, chez nos voisins français, la Banque de France peut, dans certains cas, imposer à une banque d'ouvrir un compte pour une personne. Au Luxembourg, le système est un peu différent. La banque doit motiver son refus. La CSSF tranche. Si des problèmes se posaient dans le cadre des transferts de milliers de clients vers les cinq établissements bancaires offrant des comptes de base et que des gens n'avaient plus accès à de comptes du tout, je ne serais pas contre un réaménagement de la législation. Concernant les comptes des entreprises, pourquoi ne pas envisager des aménagements pour plus de flexibilité, mais je ne voudrais absolument pas que la place financière soit mise en cause en matière de lutte anti-blanchiment.

En arrivant rue de la Congrégation, vous avez aussi hérité de la co-responsabilité sur les sanctions prononcées par le Conseil européen, notamment le gel des avoirs de personnes impliquées dans l'invasion russe de l'Ukraine. À combien s'élèvent les avoirs gelés et qu'est-ce que le Luxembourg propose d'en faire ? D'aucuns préconisent de mettre ces fonds à disposition de l'Ukraine.

La Banque centrale russe a des avoirs au Luxembourg chez Clearstream pour un montant de 8 000 euros. C'est peu et ce n'est pas parce que le Luxembourg n'a pas fait ses devoirs (et laisser partir des avoirs russes, ndlr). La raison est que tout est à Bruxelles chez Euroclear, 180 milliards d'euros. Les avoirs des « oligarques » au Luxembourg c'est environ six milliards. Cet argent-là est gelé et il ne peut y avoir de confiscation que dans le cadre d'une sanction pénale. Il faut respecter l'État de droit.

Dernière question au sujet des sanctions. Gazprombank s'oppose à une décision du ministère des Finances devant les juridictions administratives. De quoi s'agit-il ?

La société de droit russe Gazprombank (GPB) conteste une prétendue décision de refus du 26 septembre 2023 du ministre

On doit défendre nos intérêts et je pense qu'on les défend surtout avec des arguments. Mais nos arguments ont plus de poids avec une règle de l'unanimité

des Finances (Yuriko Backes, ndlr) consécutive à une demande de la banque de lui accorder, entre autres, des autorisations pour libérer ses titres et fonds, ainsi que les titres et fonds de ses clients, détenus dans des comptes chez Clearstream. Vu les délais devant les juridictions administratives, l'affaire sera sans doute plaidée en 2025.

Concernant la politique européenne. Votre parti prône officiellement le maintien du principe de l'unanimité pour les négociations sur la fiscalité. Or, dans le *Wort*, Jean-Claude Juncker a récemment mis en garde contre ce dogme, l'unanimité ne devrait plus être ce totem qui protégerait le centre financier luxembourgeois. Quel est votre point de vue ?

J'ai rencontré Jean-Claude Juncker de manière tout à fait fortuite vendredi dernier à l'aéroport de Majorque. Nous étions dans le même avions que Jean Asselborn. Il m'a dit, « tu as vu ? Je suis contre le principe de l'unanimité ». J'ai répondu : « Jean-Claude, il est inscrit dans le programme gouvernemental ». Blague à part, cela a été inscrit dans le programme afin de donner plus de poids au ministre des

Finances, pour lui permettre de négocier les dossiers sensibles à Bruxelles comme les dossiers de fiscalité internationale.

L'ancien directeur fiscalité du ministère, Alphonse Berns, parlait d'option nucléaire au sujet du veto.

L'unanimité nous donne un certain poids dans la négociation d'une solution de compromis. En tant qu'État membre fondateur, on sait qu'on profite des quatre libertés fondamentales de l'UE, dont la libre circulation des capitaux. D'un autre côté, on doit également défendre nos intérêts et je pense qu'on les défend surtout avec des arguments. Mais nos arguments ont plus de poids avec une règle de l'unanimité dans des dossiers sensibles. Ce n'est pas seulement pour dire non.

Vous avez rencontré lundi votre homologue hongrois en vue de la présidence de Budapest au deuxième semestre. Quelles priorités du gouvernement Orban intéressent ou inquiètent le Minfi luxembourgeois ?

Nous nous sommes notamment entretenus au sujet d'un dossier sensible actuellement pour le Luxembourg, celui de l'Union des marchés de capitaux. Le Luxembourg tient à l'ouverture de l'UE pour l'accès au capital. Il ne faut pas bâtir une forteresse Europe. Pour nous, ce sujet ne se réduit pas à la discussion sur le superviseur unique, à savoir l'Esma. Je soutiens l'idée défendue dans le rapport de Christian Noyer de produits d'épargne européens soutenant la transition digitale ou énergétique.

Mais quelle est la position du Luxembourg concernant ce superviseur unique également préconisé par le rapport Noyer ?

Nous disons qu'il faut surtout traiter des faillites, réduire les charges administratives, soutenir l'éducation financière,

$$[\dots]$$

[Suite de la page 13]

rassembler les citoyens européens dans l’Union des marchés de capitaux. Le Luxembourg plaide pour préserver l’expertise des superviseurs nationaux dans les différents États membres. Le Luxembourg n’est pas isolé. L’Allemagne plaide également pour ce principe de subsidiarité. Et je dois dire que la qualité et le pragmatisme de la CSSF, donc du superviseur luxembourgeois, sont reconnus au-delà des frontières de l’UE, notamment pour traiter des dossiers de haute complexité. C’est un facteur de compétitivité. La CSSF applique les règles de manière très stricte, mais de façon pragmatique. Et je le dis en toute franchise : On ne veut pas que ces facteurs de compétitivité soient simplement abandonnés à la suite d’une décision purement institutionnelle.

En politique intérieure, le dossier logement a été érigé en priorité par le chef du gouvernement. Beaucoup a été fait au ministère des Finances. Quelles sont les prochaines missions urgentes assignées par le Premier ministre ?

Le Premier ministre est en train de préparer son discours pour l’état de la Nation de la semaine prochaine. Il va donner les grandes orientations du gouvernement. Je peux m’imaginer qu’il fera des déclarations aux niveaux de la fiscalité des entreprises et du pouvoir d’achat.

Vous avez formé un cabinet politique, avec des fidèles du parti (Ady Richard) ou de votre carrière personnelle (Luc Feller). Est-ce important pour mener à bien les différents chantiers ?

Lors de mon discours d’entrée en fonction le 17 novembre, j’ai exprimé le souhait que tout le monde reste en place au ministère. La seule chose que j’ai exigée, c’est de la loyauté. Je dois dire que je suis entouré d’une équipe extrêmement compétente et loyale. Et ça me fait plaisir de travailler tous les jours avec eux. Après, concernant les deux personnes que vous mentionnez, cela relevait aussi d’une coïncidence. Ady Richard voulait faire autre chose après ses fonctions de secrétaire de la fraction parlementaire. Luc Feller cherchait un nouveau challenge à côté de ses fonctions de maire de Mamer, et autre chose que le Commissariat à la protection nationale. L’un comme l’autre

On ne peut pas considérer les gens qui paient des impôts, citoyens ou entreprises, comme des administrés. Il faut livrer un service-client

me connaissent et savent comment je fonctionne. Dans un grand ministère, c’est important d’avoir deux-trois personnes qui vous connaissent peut-être de façon plus personnelle.

Autre actualité, autre « recrue », vous vous êtes attaché les services de Pascale Toussing comme conseillère spéciale en réformes fiscales. Une manière élégante de mettre à contribution un gros salaire inamovible ?

J’ai proposé au conseil de gouvernement la nomination de Jean-Paul Olinger à la tête de l’ACD et je pense que c’est un choix judicieux, car il est apprécié des gens de l’administration et à l’extérieur. Je crois qu’il pourra mener à bien toutes les réformes que je lui ai assignées, notamment la digitalisation, une simplification des procédures et la prestation d’un « service au client ». Pour moi on ne peut pas considérer les gens qui paient des impôts, citoyens ou entreprises, comme des administrés. Le mandat de Madame Toussing à la tête de l’ACD n’a pas été renouvelé par ma

prédécesseure. Selon les statuts, elle est toujours fonctionnaire de son administration d’origine. Dans l’intérêt de tout le monde, je pense qu’il était préférable de la détacher au ministère des Finances, un ministère qu’elle connaît bien et avec lequel elle peut partager son expertise en matière fiscale sur les différents projets de réformes. Je voudrais donc pouvoir la consulter personnellement pour l’un ou l’autre dossier que je lui adresserai. Mais, si elle est liée de manière organique à l’ACD, c’est bien Jean-Paul Olinger qui dirigera l’administration fiscale.

Selon *Reporter*, qui est à l’origine de cette information, cette nomination « peut compromettre la modernisation du fisc » et même être « un piège mortel » pour Jean-Paul Olinger. N’y a-t-il pas en effet un risque que l’ancienne directrice mette des bâtons dans les roues de son successeur ?

Absolument pas.

Dans l’accord de coalition, il est question de revoir les méthodes de travail du Haut Comité pour la place financière. Pouvez-vous en dire plus ?

Oui, ça, je l’ai déjà fait. J’ai redynamisé le Haut comité. Cet organe qui réunit fonctionnaires et représentants du secteur financier est une aubaine pour donner des idées au ministre. Ils sont force de proposition et au ministre d’effectuer les arbitrages. J’ai donc augmenté les fréquences de réunions, une de deux ou trois heures tous les deux mois. J’ai aussi réduit le nombre de groupes de travail.

Quelles sont les principales préoccupations du secteur financier ?

Renforcer l’attractivité de la place financière face à la concurrence internationale. Il n’est même pas toujours question d’initiative législative. Il suffit de faciliter des relations entre administrations et usagers. Cela permet de faire remonter les problèmes du terrain. En ce moment, on parle beaucoup d’attirer les talents. Mais on travaille aussi sur la coopération entre le privé et le public lors des transpositions de réglementations européennes. On teste avec l’industrie les options offertes par les directives européennes. ●



Gilles Roth
mercredi
après-midi au
ministère des
Finances

Sven Becker

Avec le mouvement comme parole

IIII France Clarinval

Il fait partie des chorégraphes stars. Il s'intéresse à la mythologie comme au changement climatique. Il parraine le TalentLab. Rencontre avec Akram Khan

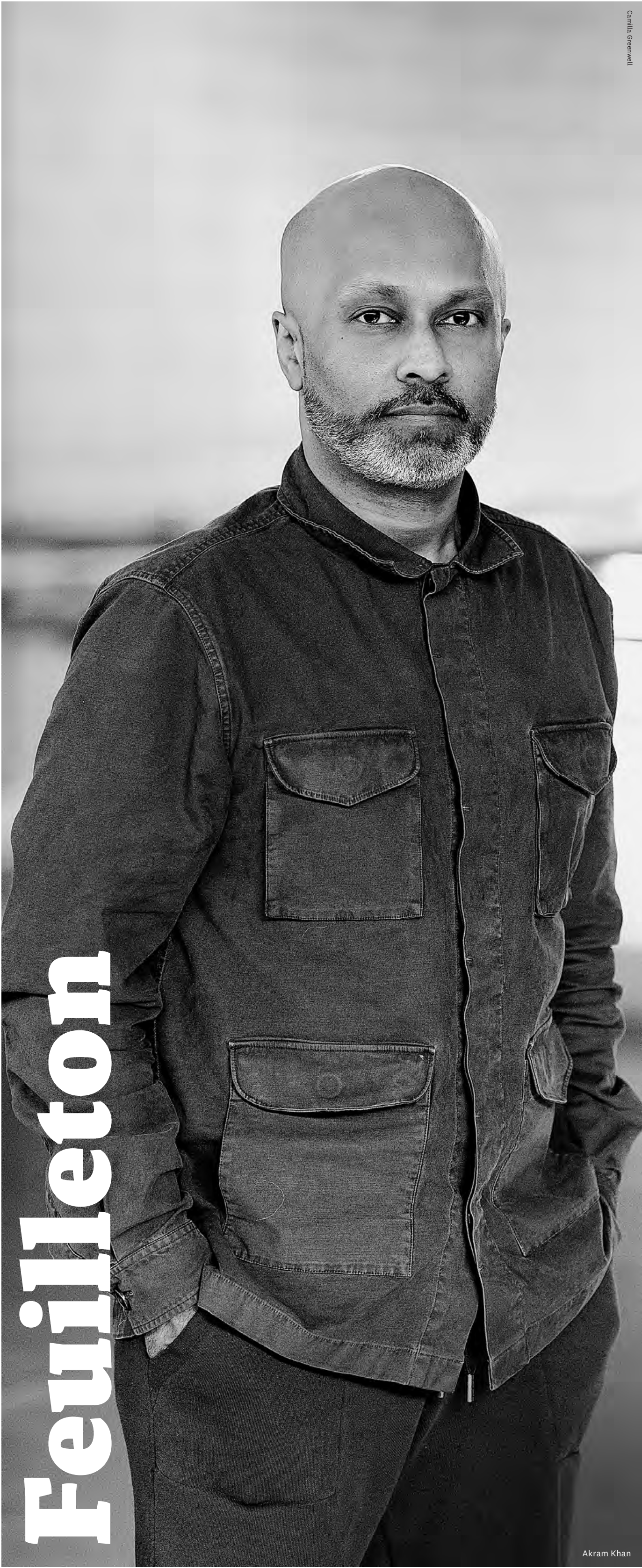
Oubliez ce que vous savez du *Livre de la Jungle*. Oubliez la version de Disney avec ses chansons enjouées et le p'tit gars dégingandé. Chez Akram Khan, Mowgli est une jeune réfugiée qui échoue auprès des animaux à la suite du naufrage de son embarcation de fortune. Sa pièce *Jungle Book reimagined* était présentée le week-end dernier au Grand Théâtre de Luxembourg, en prélude au programme TalentLab. Dix jours durant lesquels le chorégraphe britannique parraine les projets de jeunes danseurs.

En plus de vingt ans de créations chorégraphiques, Akram Khan est souvent revenu sur ses souvenirs personnels et ses racines bangladaises. L'artiste, né à Wimbeldon en 1974, est préoccupé par les questions de transmission, de passation et d'héritage culturels. Il a aussi puisé dans de grands mythes comme l'épopée de Gilgamesh ou le Mahabharata. Une recherche qui lui vient de sa mère : « Elle est une collectionneuse de mythes. Elle connaît parfaitement les grands récits fondateurs autant en Inde, en Chine qu'en Europe. Elle m'a constamment raconté ces histoires lorsque j'étais enfant », se souvient Akram Khan lors de notre rencontre, cette semaine au Grand Théâtre. À ce détail près que sa féministe de mère reprenait les histoires avec une perspective matriarcale. « J'ai réalisé que ma mère avait eu l'intelligence de me raconter l'histoire d'Adam et Ève du point de vue d'Eve, l'histoire de Jésus du point de vue de Marie Madeleine, l'histoire du prophète Mahomet vue par son épouse. »

Pour le chorégraphe, les différents points de vue et les nuances, sont primordiaux alors que « dans notre façon moderne de penser, il faut toujours choisir un côté, le vrai ou le faux, le blanc ou le noir, aimer ou ne pas aimer... comme sur Facebook. » Il note que la mythologie hindoue est beaucoup plus complexe avec du bon dans les méchants et du vilain chez les gentils. « Dans le bharata natyam (la danse classique indienne), on ne peut pas dire si on est dans le vrai ou le faux, on questionne celui qui fait des choix, et ça prouve qu'on est humains. Et les relations humaines sont les plus difficiles à aborder. »

Raconter le *Livre de la Jungle* en « changeant de lentilles » et en réinterprétant le propos était donc une voie tout à fait acceptable pour le chorégraphe. « D'abord, j'ai choisi de me réapproprier l'histoire de ce petit garçon parce que, enfant, je me sentais invisible. Tous les héros étaient blancs, comme Superman, Spider-Man, Batman. Alors soudain,

[...]



[Suite de la page 15]

en voyant dans un dessin animé, ce petit garçon brun et maigre dans la jungle, chantant et dansant, je me suis dit, oh mon Dieu, c'est moi... ». Plus tard, il a joué Mowgli dans une production de danse indienne. C'est dire son attachement à cette histoire. Sa volonté est de la rendre pertinente dans le monde contemporain en s'adressant « aux enfants d'aujourd'hui, les adultes de demain. Mes enfants m'ont obligé à regarder l'avenir. Et nous leur laissons un environnement qu'ils doivent affronter et gérer. »

Sa fille Sayuri, âgée de neuf ans au moment de la création de la pièce, n'a pas seulement demandé – et obtenu – que Mowgli soit une fille. Elle a joué un rôle essentiel dans le développement de la pièce. Ce que l'artiste relate en détail. « Elle assistait à de nombreuses réunions, parce que nous étions confinés. Elle m'a dit 'J'ai besoin que tu parles de ce dont nous allons hériter, le changement climatique'. Et j'ai ressenti une anxiété que notre génération n'a pas connue parce que nous pouvions voir des champs verts devant nous alors qu'eux ne savent pas ce que l'avenir leur réserve. » Après ces échanges, Akram Khan imagine le voyage de Mowgli à travers les yeux d'une réfugiée pris dans un monde dévasté par l'impact du changement climatique.

La pièce commence par des projections de dessins animés dans une atmosphère de fin du monde avec une bande son très puissante où l'orage se déchaîne entrecoupé des mots de Greta Thunberg : *How dare you ?* La petite Mowgli perd ses proches en mer et débarque sur une terre peuplée d'animaux, les uns hostiles, les autres amicaux. Pour qu'elle trouve sa place dans le clan des loups, Baloo et Bagheera veillent au grain, alors que les singes veulent l'en détourner et que le serpent Kaa menace. « C'était important d'exprimer l'humain à travers les animaux, qu'on se mette à leur place »,

« Nous sommes frappés par une sorte de démence globale en attendant que l'eau arrive atteigne nos pieds ou que les coups de feu retentissent derrière nos fenêtres. »

Akram Khan

explique Akram Khan. Il a longuement étudié les mouvements des animaux pour créer un vocabulaire chorégraphique, une gestuelle ni trop abstraite, ni trop littérale. « On a regardé beaucoup de documentaires. L'idée n'était pas de copier les gestes des animaux, mais de les transcender. »

Il manque à ce tableau, le terrifiant tigre Shere Khan. Conscient des messages que renferme l'œuvre originale de Rudyard Kipling, Akram Khan l'est aussi du contexte colonial de l'écriture du livre (l'auteur fut le chantre de l'impérialisme britannique). « Kipling s'est inspiré d'histoires racontées et de mythes indiens. Tous les noms des autres personnages sont fictifs, inventés. Mais Shere Khan est un vrai nom, traditionnellement attribué aux notables et aux guerriers musulmans. Ce tigre symbolise les musulmans qui donnaient du fil à retordre aux colonialistes en Inde. Je voulais m'eloigner de cela. »

Écrite pendant la pandémie, la pièce n'évite pas la noirceur. Comme dans la vision de Disney, la pièce *Jungle Book reimaged* se termine par le départ de Mowgli, qui va retourner auprès des humains. Chez Khan, elle ne rentre pas dans un village, mais reprend la mer sur une embarcation de fortune guère plus solide que celle qui l'avait amenée. On assiste à un récit sombre d'un horizon bouché, d'un lendemain qui ne chante pas. « C'est sombre, sans doute, oui. Mais je pense que les jeunes ont déjà accepté ce narratif. Ils se disent, 'eh bien, nous héritons de cela, alors autant en faire une chanson, une danse et en parler' », affirme le chorégraphe. Il dénonce le déni dont nous faisons preuve collectivement et s'inquiète pour l'avenir. « La folie, c'est de ne pas avoir peur. Nous sommes frappés par une sorte de démence globale en attendant que l'eau atteigne nos pieds ou que les coups de feu retentissent derrière nos fenêtres. Je ne dis pas cela à la légère, car les schémas qui ont précédé les deux Guerres mondiales sont exactement les mêmes que ceux qui se produisent aujourd'hui. »

Malgré ses propos très forts et très engagés, Akram Khan ne veut pas faire de politique. « Les artistes réagissent généralement au monde qui les entoure, mais il n'est pas de notre responsabilité de donner des réponses. Ce que nous pouvons faire, c'est provoquer un petit changement dans les têtes et dans les cœurs. Mais les vrais grands changements, ce sont les gouvernements qui doivent les entreprendre. Ils peuvent parler, faire des discours, mais ces sont les actions qui comptent, le mouvement, C'est pourquoi j'ai toujours fait confiance à la danse. » Aussi, il espère que sa pièce va engager des discussions, surtout entre les différentes générations. Toujours poussé par sa fille, il a décidé de travailler autrement. Ce n'est pas comme si cette production, comme toutes les précédentes, était modeste, mais il s'est donné un cadre, des règles pour être économe dans sa consommation. « Elle m'a dit 'Papa tu parles du changement climatique, mais tu ne changes pas ta façon de travailler avec des décors énormes qui ont une empreinte carbone considérable'. D'où l'idée d'avoir une scène vide, sans décor physique avec des projections de film d'animation. La seule chose qui reste, ce sont des boîtes en cartons. »

Akram Khan cultive aussi le contact avec la jeune génération à travers son travail de mentor et de parrainage. Pendant toute la semaine écoulée, il a suivi et accompagné les projets de Malcolm Sutherland et de Maher Abdul Moaty dans le cadre du TalentLab. Mis en place en 2016, ce programme encadre des jeunes créateurs en danse, théâtre et opéra pour les faire progresser dans leur discipline au contact d'autres artistes et de parrains prestigieux. « C'est très excitant pour moi, parce que c'est une façon de rendre la pareille, de partager mes expériences », s'enthousiasme-t-il. Malgré les années d'expérience, le chorégraphe estime qu'il a toujours quelque chose à apprendre des autres. « Mon objectif n'est pas de leur dire comment chorégrapier ou comment diriger. Je vais surtout les écouter, les regarder. Quand je vais dans un studio, je ne fais qu'écouter parce que vous commencez à entendre la personnalité des gens à travers leur voix et ensuite à travers leur corps. Et peut-être après je vais leur suggérer quelque chose auquel ils n'ont pas pensé. »

Il revient sur ses propres mentors, comme Jonathan Burrows ou William Forsythe : « Ils ne m'ont jamais dit comment faire le travail. Ils n'ont jamais essayé de me faire ressembler à eux, mais ils étaient une présence bienveillante. » Sans doute la personne la plus marquante pour Akram Khan a été Peter Brook pour lequel il a joué dans le *Mahabharata* à l'âge de treize ans. « Je n'étais qu'un petit enfant qui ne savait rien et qui n'était même pas un très bon acteur. J'avais un style physique et une façon de bouger qui disaient plus que les mots. Et parce que j'avais peur des mots, j'étais très bon dans l'écoute



L'étude des mouvements des animaux a précédé la chorégraphie

Camilla Greenwell



Camilla Greenwell

Les dix danseurs
de *Jungle Book*
reimagined

du langage corporel. » Il a joué cette pièce pendant deux ans, des moments inoubliables qui l'ont profondément marqués : « Je vivais avec cette communauté d'acteurs chez qui il n'y a pas de bouton off. Ils ne vivaient que pour la scène. Aujourd'hui, à six heures, on arrête la répétition et tout le monde rentre chez soi. »

Le dialogue et la collaboration sont essentiels pour Akram Khan. « J'en apprends plus sur moi grâce aux autres. » Et il a mené des collaborations avec des dizaines d'autres artistes, des plasticiens comme Anthony Gromley ou Anish Kapoor, des écrivains comme Hanif Kureish et des compositeurs comme Nitin Sawhney ou Jocelyn Pook. Travailler avec les autres signifie apporter quelque chose que l'autre ne connaissait pas, apprendre des choses qu'on ne soupçonnait pas, « et se laisser surprendre par le ré-

« Parce que j'avais peur des mots, j'étais très bon dans l'écoute du langage corporel. Le mouvement est mon moyen de communication »

Akram Khan

sultat. Une collaboration, c'est vous sortir de votre zone de confort, oser se remettre en question, se découvrir. » Il sait que ces démarches prennent du temps et salue l'engagement des théâtres qui acceptent cette durée. « Nous sommes à une époque de production effrénée. Il s'agit de faire, pas de découvrir. Si on fait plus vite, ça coûte moins cher. C'est pourquoi je ne travaille pas partout. Les théâtres où je travaille savent que je vais leur bouffer leur argent, en travaillant au long court, pas produire une pièce et six semaines. » ●

Les maquettes, résultat du travail au TalentLab de *The Absurd Hero* de Malcolm Sutherland et *Between Here and There* de Maher Abdul Moaty sont présentées dimanche 9 juin à 19h30 au Grand Théâtre de Luxembourg



T
A
B
L
O

POLITIK

Gegenwind

Vor den Europawahlen mobilisiert die Kunstszene. Da wäre das Künstlerkollektiv The Future is now, das sich über ein Funding-Portal die Gestaltung von 14 politischen Postern gegen rechts gesichert hat, mit u.a. Beiträgen von Etienne Duval, dem *Land*-Fotograf

Sven Becker und der Künstlerin Julie Wagener. Eine weitere Aktion kommt nun von Serge Tonnar, der einen Anti-ADR Aufruf gestartet hat. Auf keinen Fall soll man die ADR wählen, heißt es, denn sie stünden weder für Luxemburg, noch für Kunst- oder Meinungsfreiheit. Auch hielten sie „Meinungen für Fakten und Fakten für Meinungen“. In Tonnarscher Manier endet der Aufruf mit: „Mir si Lëtzebuerg. Mir sinn Kultur.“ Bei Redaktionsschluss hatten sich dem Appell knapp 120 Kunstschaffende angeschlossen, etwa die Schauspielerin Claire Thill, der Schriftsteller Guy Helminger und der Regisseur Adolf Al Assal. Zeitweilen befand sich auch

ein sogenannter Nando Kartheiser auf der Liste, mit der Berufsbezeichnung „Doppelagent“, verschwand aber bald wieder. Am Mittwoch legte Serge Tonnar, der der Nationalen Koordination von déi Lénk gemeinsam mit Nathalie Oberweis vorsitzt, noch einen Ohrwurm-Song mit dem Titel *Faktesfred* nach: eine Montage mit Aussagen, die Fred Keup im nun schon legendären *100,7* Interview gemacht hatte, als er Fakten zur reinen Meinung des Journalisten degradierte. SP

PROGRAMMES

Esch au carré

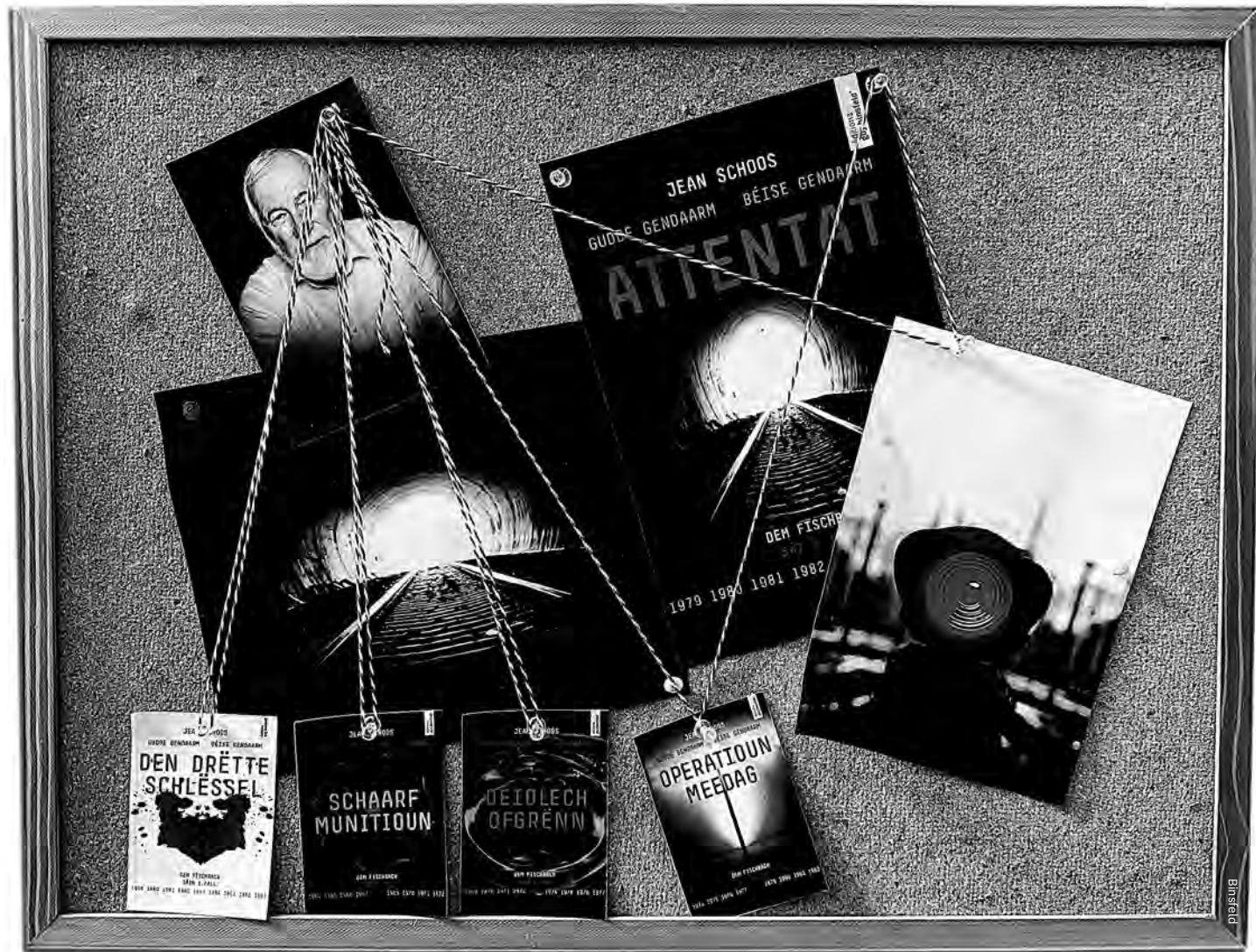
Gros week-end culturel cette semaine. Il y a en a partout et pour tous, et on peut faire le grand écart du Sud au Nord. À Esch-sur-Alzette, les Francofolies embrassent toutes les musiques populaires et ratissent large. Du rap (Ninho, Luidji, Maz Universe), du pop (L'impératrice, Olivia Ruiz, Angel Cara), du rock (Shaka Ponk, Lysistrata), de la chanson à textes (Zaho de Sagazan, Raphaël, Damien Saez) et de l'électro plus ou moins techno ou plus ou moins house (Nosi, Lost Frequencies, Ascendant Vierge, David Guetta).

À ne pas confondre avec l'autre Esch, sur Sûre cette fois, où est inaugurée samedi la deuxième édition de *WaterWalls*, un parcours d'installations artistiques aménagées le long de la rivière, en aval du grand barrage. Conçues pour éveiller les consciences et inspirer la réflexion, les œuvres explorent les thèmes des ressources naturelles, de la consommation responsable, ou de la coexistence harmonieuse avec l'environnement. La journée d'ouverture est ponctuée du concert *Belgican Rhapsody* où Max Vandervorst fait chanter les bouteilles de bières et du spectacle du *Professor Aqua-Wass* par Lex Gillen. En parallèle, des ateliers en famille seront proposés, tels

que les *Phonoscopes* avec Hadrien Vénat et le *Coulage de sucre* avec Mathilde Caylou. FC

En scène

Ce vendredi démarre le 14^e Fundamental Monodrama Festival à la Banannefabrik avec rien de moins que 17 spectacles dont dix créations. En ouverture, Modestine Ekete parle et danse sa double culture dans *Pont Invisible*. On sera particulièrement attentifs aux soirées Monolabo, destinées aux expérimentations et aux projets en cours de création. Nora Zrika, Rahel Jankowski, Gintare Parulyte, Valérie Bodson, Paula Holzhauer ou Béto, sont du nombre. FC



De leschten
Episod vun der
Serie „gudden a
béise Gendaarm“

D'Bengele bei d'Tromm

IIII Don John

Fir dem René Fischbach säi fënneften a leschte Fall muss hien et mat sengen ale Feinde vum Dickweiler Krees ophuelen, kritt mat engem Attentat op d'Eisebunn ze dinn a muss erausfannen, wat et mat engem mysteriöse Journalist, deem seng Läich am Stauséi fonnt gëtt, op sech huet – schliisslech sinn d'Chancen, dass een de Mann, dee virginn hat, ee Guide iwwert d'Lëtzebuurger Schwäiz ze schreiwen, wéinst feelende Präzisiounen a senger touristescher Schreifem den Eck wollt bréngen, awer relativ kleng (gewësse fanatiséiert a politiséiert Lokal-Patrioten hunn hiert Onwiesen zu deem Zäitpunkt nach net esou offensichtlech gedriwwen). D'Spuer féiert de Majouer Fischbach, deen zanter 20 Joer bei der Sûreté schafft, bis op Berlin, wou hien sech mat Agente vum der Stasi trifft, déi em eventuell eng Hëllef an den Ermittlungen kéinte sinn – an och wann hien, wéi et de Buchdeckel verréit, säin Driff no jorelaangen Zweiwelen, Kompromësser an Akzeptanz vu Korruptioun nees zeréckfënn, dreift des Investigatioun e bis un d'Limite vu senger Gesondheet – an driwwer ewech.

Dem Jean Schoos seng Fischbach-Serie huet de Meritt, net just eng kuerz Geschicht vun 20 Joer Police a Gendarmerie zu Lëtzebuerg ze ëmräissen, ma ëmmer och déi zäithistoresch Ereegnesser wéi d'Nokrichszäit oder de Kale Krich an dem Personnage seng Investigatiounen ze verstrécken – dat op eng Manéier, an där déi politesch Aktualitéit vun deemools meeschtens net just Tapéit an Decoratioun ass, ma eben och de Figuren hir Handlungen an Ängschte justifiéiert. 1983, also ganzer 20 Joer no sengem éischte Fall, ass de Fischbach net just vun de ville Réckschléi ee liicht batteren an desillusionéierte Majouer, deen alles a sech era gefriess huet – d'Welt ass am Ëmbroch, d'Sowjetunioun e puer Joer virum Fall, d'Arméi spillt nach ëmmer, wéi dat och Joerzénge spéider a Capitani de Fall wäert sinn, ee gelangent Spill.

Schreiftsteller, déi de leschten Episod vun enger Serie schreiwen an domat eng Figur, déi hinnen iwwert Joren un d'Häerz gewuess ass, déi oft eng Zort Porte-Parole vun hinne selwer ginn ass oder mat där se am Géigendeel an engem Rivalitéits-Verhältnis stinn – ech denken un den Arthur Conan Doyle a säi Sherlock Holmes – loosse an deene Wierker oft Bilanz passéieren. Et geet drëms, de Personnage a säin Universum ze verlossen, him eng lescht Éier ze erweisen, een Ofschloss ze fannen, dee souwuel d'Serie wéi der Figur hir Biographie an enger Zort Synthesen opléist. Esou dréit och Attentat de ganze Roman iwwer Spuere vum Enn – dem Enn

vun enger politescher Ära, dem Enn vun enger gesellschaftlecher Organisatioun an dem Enn vun enger Figur.

Interessant ass och de melancholesche Grondtoun, dee vu senger Hauptfigur ausgeet a sech am Roman verbreet. Net nëmme gëtt op eng e bësse simpel Manéier suggeréiert, dass gudden a béise Gendaarm (esou den Titel vun der Serie) wéi dem Faust seng faméis béid Séilen an enger Broscht wunnen, ma och gesi mer hei, dass et méi liicht ass, de Pad vun de Ligen an dem Verbräichen anzuschloen, wéi dem Wee vun der Wourecht nozegoen. Gewierzt mat engem Kapitel, dat e bëssen (ze vill) ee Crash-Kurs an ethescher Philosophie wëll sinn a während deem de Schoss eis den Augustinus, de Voltaire, de Freud an de Machiavell zerwéiert, weist den Auteur op eng bal tragesch Manéier, dass all Wee an eng Sakgaass féiert, esou bal een a Kontakt mat der Korruptioun komm ass – an dass et d'Verbräichen ass, dat triumphéiert. Bal hätt dat ganz eppes, vun der Matière hir zumindest, vun den donkele Coen-Bridder-Thrilleren, wier do leider net, tjo, d'Sprooch an, virun allem, hire Gebrauch an den Dialogen.

Esou ugestrengt wéi ustrengend, esou wackeleg wéi en Dësch, deen de Serveur beim beschte Wellen net caléiert kritt, heiansdo och esou opgesat wéi dat pecheht Laache vun engem schmieren Autosverkeefer sinn d'Gesprécher, déi d'Personnage féieren an déi sech ëmmer nees wéi eng schlecht Parodie vu Comptoirs-Gesabbeln liesen. Vläch wollt de Jean Schoos hei de lokalen Toun vun de Polizisten, Gendaarmen, SREL-Mataarbechter a Banditten (bei deene verschidden hei opgeléichte Kategorie gëtt et Iwwerschneidungen) afänken an esou mathëllef vu linguistescher Mimesis reproduzéieren, wéi ongehuwewelt den Ëmgank mat der Lëtzebuurger Sprooch bei deene verschiddenen Organismen ass, Fakt ass awer leider, dass déi Gesprécher fuerchtbar onnatierlech an onfräiwëlleg witzeg klängen, besonnesch, well all zweete Saz mat Adverbe wéi “Do”, “Dunn”, “Elo” an aneren Interjektione wéi “Majo” ufänkt an déi Widerhuelungen de Rhythmus uergbremsen. E klengen Extrait gefälleg? “Majo, de Fall [...] ass erleedegt.” “A wat soll dat heeschen?” “Majo [...], ech hunn him eng Kugel an d'Stier geschoss.” “Wat hues du gemaach?” [...] “Déi ass elo gutt vreckt, déi Kommuniste-Sau.” “Mee [...], firwat hues du hien direkt ëmgeluecht, ouni hien ze befreien, hannert wat hien hier ass?” “Dat war mir de Moment egal. Hie soll mir net nospionéieren, dat verdroen ech guer net.” (Tëscht

Dem Jean Schoos seng Fischbach-Serie huet de Meritt, net just eng kuerz Geschicht vun 20 Joer Police a Gendarmerie zu Lëtzebuerg ze ëmräissen, ma ëmmer och déi zäithistoresch Ereegnesser wéi d'Nokrichszäit oder de Kale Krich an dem Personnage seng Investigatiounen ze verstrécken

de Crochetten stinn Nimm, déi ze zitieren der Spannung vum Roman geschuet hätt.)

Dobäi kënnt ee relativ dilettantescht Lektorat, wat eng grouss Unzuel u Komma- a Rechtschreibungs-Feeler mat sech zitt, esou dass den opmierksame Lieser hei direkt eng duebel Enquête ka féieren – eng op der Sait vum Fischbach géint d'Korruptioun an den diverse Servicer, an eng zweet op der Sich no deem, dee sech hei un der Lëtzebuurger Sprooch vergräift.

Zudeem sinn och verschidden erzieleresch Ofkierzungen immens graff – a Gesprécher gëtt heiansdo ganz séier vun engem Sujet op deen nächste gesprongen, an ee Personnage, dee jorelaang vum schlechte Gewësse geplot war, reagiert op e banale Kommentar vun engem Kolleeg wéi op eng laang erwaarten Epiphanie. Schlussendlech stéiert och eng gewësse Lethargie an den Ermittlungen: Verschidden Opnamen vun de kriminellen Aktivitéiten vum Dickweiler Krees lauschtert de Fischbach guer net eréischt, well en no enger Minutt dovun ausgeet, dass do näischt vu Relevanz wäert gesot ginn (wéi wa Verbräicher ëmmer mat grousssem Tamtam ukënnegéif, wat um kriminelle Menu du jour steet). Esou iwwerdréit déi Mentalitéit, déi de Fischbach d'Bengele bei Tromm puchen deet, sech deelweis och op de Stil an d'Struktur vum Roman. Et bleift ee Krimi mat interessanten Usätz, dee säi semantescht Potenzial engem ze laxisteschen Ëmgank mat der Sprooch an der narrativer Kohärenz verschenkt. ●

Attentat vum Jean Schoos, 2024, éditions Guy Binsfeld, 192 Säiten, 22 Euro

Werke wie Phantomgliedmaßen

IIII Anina Valle Thiele

***Phantom Limbs* heißt die erste Einzelausstellung Hisae Ikenagas in der Escher Konschthal. Beim Gang durch die Schau erschließt sich ein vielseitiges Universum: ein humorvolles Spiel mit Form(en) und Materie**

Ihre Werke spielen mit der Wahrnehmung. Die vielschichtige Schau *Phantom Limbs*, die sich über drei Räume erstreckt, zeigt rund 30 kleinteilige Werke der in Mexiko geborenen und in Spanien und Luxemburg wirkenden Künstlerin Hisae Ikenaga. Es sind Material- und Formstudien aus den letzten 15 Jahren, die in der von Charlotte Masse kuratierten Ausstellung aktuell in der Konschthal in Esch zu sehen sind.

Rund ein Jahr lang hat Ikenaga an der Ausstellung gearbeitet. Während einer Künstler-Residenz im Bridderhaus entstanden schon erste Entwürfe, wie die kleinen zerschnittenen Vasen aus Ton, die einem wie in einem archäologischen Museum erst am Ende des Ausstellungsrundgangs ins Auge springen werden.

Der namensgebende Titel, *Phantom Limbs*, stammt ursprünglich aus der Medizin und beschreibt das Gefühl, wenn ein amputiertes Glied noch irgendwie lose mit dem Körper verbunden ist. Durch das Spiel mit Akkumulation und Collage von teils abstrakten, teils erkennbaren Formen regen Ikenagas Werke dazu an, sich neue Verwendungen für deren vermeintlich vorgegebene ästhetische und mechanische Eigenschaften vorzustellen.

Charlotte Masse, die bereits die Schau von Tina Gillen in der Konschthal kuratiert hat, kennt die Räumlichkeiten genau. So hätten sie sich gemeinsam die Kunstwerke angeschaut, um auszuloten, wie sie die Ausstellung an die Räumlichkeiten anpassen könnten, erläutert die Kuratorin beim Gang durch die Schau. Eine der Ideen der Konschthal ist es, mit jeder Einzelausstellung die Architektur des ehemaligen Möbelhauses in Esch, dem Espace Lavandier, in Frage zu stellen. Dies gelingt dem Duo auf faszinierende Weise. Jeder Raum zeigt so eine andere Facette ihrer Kunstwerke und dennoch greifen die Werke ineinander, sind die Übergänge zwischen den Sälen fließend.

So ist ein mit Edelstahlrohren durchzogener kleiner Raum begehbar. „Hier habe ich Rohre verwendet, aber indem ich sie

„Mich interessieren
Alltagsgegenstände und
unser Verhältnis zu ihnen.“

Hisae Ikenaga

verbogen und damit den gesamten Raum durchzogen habe, sodass diese wirklich mit der Architektur spielen“, erläutert Hisae Ikenaga. Die Edelstahlrohre erinnern an Geländer eines Krankenhauses oder öffentlichen Raums. Irgendetwas zwischen Möbeln und Architektur, die uns Hilfestellungen bieten, durch die Räume zu gelangen. Die Installation wurde speziell für die Ausstellung in der Konschthal aus Edelstahl angefertigt.

Zu Beginn des Rundgangs treffen die Besucher/innen auf Werke ihrer Serie *Subtle Oblivion* und Installationen. Es sind Gerüste aus Stahlrohren und Holz, an denen wie beiläufig Alltagsgegenstände wie ein Schlüssel, ein Schirm, ein Hundehalsband oder ein Handtuch hängen. Die Möbelstücke erscheinen nicht nur ihrer ursprünglichen Funktion entfremdet, sie scheinen auch eine dritte Dimension zu haben, erscheinen aufklappbar.

André Bretons surrealistisches Manifest kommt einem in den Sinn: „Ich glaube an die künftige Auflösung dieser scheinbar so gegensätzlichen Zustände von Traum und Wirklichkeit in einer Art absoluter Realität, wenn man so sagen kann: Surrealität.“

„Da ich es mag mit Dingen zu arbeiten, die bereits verarbeitet sind, und diese neu anzuordnen, bin ich natürlich durch den Surrealismus und den Dadaismus geprägt – auch, weil mir die ironische Seite daran gefällt. Ich mag es, über Anordnungen und Situationen zu lachen, die erstmal widersprüchlich erscheinen“, so Ikenaga. „Mich interessiert es, eine neue Geschichte rund um ein Ausstellungsstück zu erzählen.“

Es sind aber auch Einflüsse aus dem Design eingeflossen, von Möbeln und Objekten. Denn fast alle Dinge, die uns umgeben, haben sehr viel zu tun mit deren Herstellung und der Ökonomie der Dinge ... Es sei kurios zu sehen, dass sie nicht immer einen ästhetischen Sinn haben. „Am Ende ist es so: Wenn sich das Design nicht in eine Produktionskette eingliedern lässt oder einer Produktion gehorcht, die schnell geht, wird die Form ja einfach geändert“, gibt Ikenaga zu bedenken. „Seit mehr als 20 Jahren arbeite ich an Alltagsgegenständen. Mich interessieren diese Gegenstände und unser Verhältnis zu ihnen“, erklärt die Künstlerin. Deren Ursprung auf den Grund zu gehen, herauszufinden, wieso sie gerade diese Formen haben, das treibe sie an.

Seit langer Zeit arbeitet Ikenaga mit Holz, transformiert Materialien und deren Formen, um ihnen ihre ursprüngliche Funktion zu nehmen. „Später habe ich begonnen mit Metallrohren zu arbeiten, in dem ich sie mit anderen Möbeln mische, die etwa eine Plastikoberfläche haben“, so die Künstlerin, die dabei auf ihre Serie *Subtle Oblivion* verweist. Manche der verwendeten Materialien seien sehr billig, einige kaufe sie gar bei Ikea ein.

In besagter Serie verbinden sich Möbelstücke zu einer Skulptur an der Grenze zwischen Kunst und Design. Die Künstlerin sammelt, verändert und kombiniert so Objekte aus der Welt der Industrie wie auch Alltagsgegenstände zu hybriden Kompositionen mit ambivalenten Bedeutungen. Viele dieser Arrangements erinnern an Bauhaus-Dekor.



Christof Weber

Das neueste Werk:
Black Artichoke
I-II-III



Das Draußen im
Draußen:
Edelstahlrohre,
die mit
dem Raum
interagieren

Christof Weber

Bereits in Mexiko habe sie damit angefangen auszuprobieren, wie sich die Struktur der Gegenstände verändern lässt. Am Ende stehen Mischkonstrukte, die die Wahrnehmung des Betrachters seltsam herausfordern. Ikenaga macht sich einen Spaß daraus, die Objekte nochmal ganz umzufunktionieren, hängt ein Kleidungsstück daran, sodass sich eine scheinbar funktionslose Skulptur in einen Alltagsgegenstand verwandelt, versteht die Installationen auf diese Weise mit einem ironischen Kommentar.

„Es ist so, als würde ich das Alltägliche in Kunst verwandeln und diese Kunst wiederum in Alltägliches. Mir gefällt es auch über die Schnelllebigkeit unseres Lebens und der damit verbundenen Entscheidungen nachzudenken. Wir nehmen die Gegenstände wahr und lassen dort etwas liegen“, so Ikenaga.

Der nächste Raum sieht aus wie ein Experimentier-Labor. Hier finden sich zahlreiche Miniaturen und Einzelteile, die sie aufgesammelt hat: Messbehälter, gläserne Violen oder Käse, Butter, ein aufgeschlagener Blätterteig aus Keramik ... Es ist etwas zwischen einem Labor, einer Küche und – mit den kleinen Keramik-Teilen – einem Puppenhaus. Auf manche wirke es gar wie ein Bereich, in dem Tiere zum Konservieren eingelegt werden.

Diese Gruppierung erlaube es, ihre Arbeit an verschiedenen Materialien herauszustellen, so Kuratorin Masse. „Dies ist eine Installation, die ich zwei Jahre lang überarbeitet habe.

Die Schau offenbart die präzise durchdachte, enge Zusammenarbeit zwischen Kuratorin und Künstlerin

Ich habe sie an vielen Plätzen gezeigt und sie ist zentriert darauf, wie man mit Keramik umgeht, dieses Material verarbeitet. Aber es gibt auch viele Utensilien aus der Küche“, erzählt Ikenaga. Hier können die Besucher/innen genau nachvollziehen, wie Formen entstehen. „Küchenutensilien und der Prozess der Keramikverarbeitung ähneln sich“, sagt Ikenaga, etwa der Apparat, mit dem man Zement mische und die Nudelmaschine.

Im letzten Saal werden zerschnittene Keramik-Arbeiten regelrecht auf den Sockel gehoben. Präsentation und Atmosphäre in dem Raum wirken genau inszeniert: „Man hat wirklich das Gefühl, in einem archäologischen Museum zu sein“, sagt Charlotte Masse, die diese Anmutung bewusst so konzipiert hat.

Mit *Black Artichoke I-II-III* (2024) setzt sich Ikenaga über die Konventionen der traditionellen Töpferei hinweg, indem sie ihren Objekten die Eigenschaft des Behältnisses entzieht und sie zu Studienobjekten werden lässt. In dem Raum befinden sich, geschützt durch einen weißen Vorhang, drei große schwarze aufgeschnittene Tonkrüge. Es sind archäologische Objekte, die zerschnitten wurden; eine sehr schwierige Handarbeit. Die drei zerschnittenen Tontöpfe entblößen so ihr Gehäuse, Artischocken gleich. Dadurch, dass sie die Krüge aufschneidet, nimmt sie auch ihnen ihren Ursprungs-Zweck: eine weitere Art, Neues zu schaffen.

Mit gezielten Abwesenheiten ruft die Künstlerin unser kollektives Gedächtnis für Objekte und ihre Geschichten auf und dekonstruiert gleichzeitig deren gewohnte oder übliche Zuschreibungen, um ihnen eine Dimension jenseits der Alltagsästhetik zu verleihen.

Die Schau offenbart die präzise durchdachte, enge Zusammenarbeit zwischen Kuratorin und Künstlerin. *Phantom Limbs* ist eine beeindruckende Werkschau, die die Vielseitigkeit von Ikenagas Werk zeigt und in den Räumlichkeiten des ehemaligen Möbelhauses beeindruckend wirkt. ●

Die Ausstellung *Phantom Limbs* von Hisae Ikenaga, kuratiert von Charlotte Masse, ist noch bis zum 25. August 2024 in der Kunschthal zu sehen.



Découvrez chaque vendredi
ce qui fait bouger le pays.
Sur papier et en digital.
Gratuitement pendant un mois.
Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 . 1



Dans les arcanes du numérique

III | Loïc Millot

En liminaire de la Biennale « Architectures » d'Esch-sur-Alzette, que la capitale de la Minett accueille jusqu'au 28 septembre, un parcours conçu par la nouvelle plateforme Elektron nous invite à réfléchir aux articulations entre arts, sciences et technologies numériques. Sept lieux composent cette exposition, intitulée *Cyber Structures : Material Realities-Digital Experiences*. Ou comment lever le paradoxe qui consiste à faire croire que les expériences digitales relèveraient de l'immatériel, alors que de gigantesques travaux sont engagés dans le monde pour répondre aux besoins de la tech : Installation de câbles souterrains et sous-marins intercontinentaux, liaisons satellitaires, constructions de centres de données, etc. Ce sont ces logiques sous-jacentes que la manifestation eschoise souhaite rendre visibles, avec ce qu'elles recèlent en termes d'implication écologique, politique et sociale notamment.

L'étape inaugurale de ce parcours se situe à la Korschthal, qui propose au dernier étage deux espaces entièrement dédiés à cette problématique (*Future Forecast*). Le premier, avec ses palettes au sol éclairées au néon et jonchées d'ordinateurs, infuse d'emblée une atmosphère rudimentaire de geek écolo, tout à la fois féru de technologie et de recyclage. Une immersion scénographique du spectateur à mettre en rapport avec le film qui en est la pièce centrale, *Pasig River 2030-6 Plus*, que l'on doit au duo d'artistes Ziyang Wu et Mark Ramos. Cet étrange film d'animation, volontiers dystopique, joue des temporalités et des faits, actuels comme futurs. C'est un produit de notre époque confusionniste, où l'on a les plus grandes difficultés à démêler le vrai du faux, les deux étant constamment entremêlés. Située vers 2030, l'histoire prend place dans l'île des Philippines, le pays le plus « internetophile » au monde. Ses habitants, en effet, passeraient jusqu'à dix heures par jour sur le net en moyenne, et ce malgré une qualité de navigation déplorable. Dans le but d'en améliorer la connexion, des entreprises, chinoises notamment, ont massivement investi dans les infrastructures du pays, en étroite concertation avec le président Ro-

Ce sont les projets les plus humbles dans leurs prétentions qui s'avèrent les plus pertinents

drigo Duterte qui vient de lancer le plan de construction « Build Build Build ». En 2022 était annoncée en outre la construction d'un grand centre de données par le géant mondial Alibaba. Et afin d'assainir le fleuve Pasig qui traverse la capitale Manille, lequel est considéré comme biologiquement mort depuis les années 1990, la société de blockchain Cyphe-Odin coopère avec le gouvernement philippin pour rééquilibrer l'écosystème du fleuve. Tel est l'état de fait à partir duquel se déploie le récit hybride, mi-réel, mi-fictif, de *Pasig River 2030-6 Plus*. Les auteurs imaginent alors un incroyable renversement de situation. Le ré-assainissement du fleuve va conduire à une autre situation-limite, puisque la surveillance et la colonisation numérique du fleuve aboutit à un système de contrôle de la population. Ce qui va considérablement dénaturer le travail des architectes de la ville, dont la tâche ne consiste plus à ériger des bâtiments, mais à participer d'un mode de gouvernance basé sur le contrôle des données de la population. Une conception pessimiste imprégnée sans aucun doute de la pensée du théoricien américain Benjamin H. Bratton, cité dans le commentaire en voix off de la vidéo, auteur de nombreux ouvrages mêlant fiction et réalité, présent et futur (par exemple *E-Flux journal-Dispute Plan to Prevent Future Luxury Constitution*, 2016), et dont la

terminologie est constamment employée – comme la notion de « Stack », infrastructure constituée de six strates qui interagissent : Terre, Cloud, Ville, Adresse, Interface et Utilisateur. Inutile de dire combien est complexe, pour le profane, de telles notions, dont il n'aura probablement jamais entendu parler auparavant. Difficile, par conséquent, de considérer le film comme aidant à la compréhension du monde complexe dans lequel nous vivons. L'installation semble davantage prêcher pour une élite de connaisseurs particulièrement aguerris, acquis par avance aux théories de Bratton et que les auteurs de la vidéo se contentent d'actualiser dans le contexte non-occidental des Philippines. Le glossaire qui l'accompagne ne suffira pas à combler les lacunes à ce sujet. Quant au jeu proposé au moyen des ordinateurs (*Future_Forecast*), pas un seul n'était en état de marche lors de notre visite. Game Over.

La seconde pièce de la Korschthal a, elle aussi, sur le papier, un élan certain. Il s'agit de *Framerate : Pulse of the Earth*, conçu par le collectif ScanLAB Projects, spécialisé dans la numérisation 3D. On y voit grand et on y promet beaucoup : « On entrevoit un avenir toujours documenté par les yeux mécaniques de milliards de véhicules autonomes et d'appareils, qui ensemble réalisent des enregistrements spatiaux de notre planète. *Framerate* (...) invite à observer d'une autre façon. À penser et à réfléchir dans une autre échelle temporelle (sic) : le temps géologique, le temps saisonnier, le temps des marées. », lit-on en exergue de l'installation. Que nous montrent cependant ces films très courts, dans lesquels l'avenir serait lisible telles des boules de cristal ? Pas grand-chose en réalité. Des tas de terre transportés par des camions d'un point à l'autre d'un chantier. Des plantes s'élevant d'un jardin. Le flux et reflux des marées, et après ? Aucun commentaire ne vient contextualiser la production des images (tremblantes) projetées, un parti pris plutôt contestable pour un projet se voulant didactique. Le résultat révèle manifestement un écart entre les intentions « divinatoires » affichées et le peu qui est projeté

sur les écrans. Comme dans l'art conceptuel, le discours semble déborder l'objet, par un effet circulaire d'autojustification.

Ce sont finalement les projets plus humbles dans leurs prétentions qui s'avèrent les plus pertinents. On en veut pour preuve *Korrelation*, la réalisation du collectif Xenorama stratégiquement installée dans la rue commerçante de l'Alzette. L'installation, qui prend son essor lumineux à la tombée de la nuit, révèle la rivière qui se faufilait autrefois à cet endroit. C'est simple, clair comme l'eau de roche, et cela s'inscrit parfaitement dans le contexte urbain. Sur-tout l'installation touche à son but : une meilleure compréhension de l'environnement. Le cours d'eau désormais enfoui est ainsi exhumé, et l'animation aquatique interagit au passage des badauds. L'œuvre a le mérite aussi de nous interpeller sur les nappes phréatiques du Luxembourg, très largement asséchées. Dans cette même artère se trouvent les principales attractions du parcours, à commencer par la série des *Photo Opportunities* de Corinne Vionnet exposée dans le passage commercial du Centre Mercure. L'artiste franco-suisse, qui fut pionnière de l'exploration de l'imagerie en ligne, part de clichés célèbres de villes qui font l'objet d'une sur-représentation médiatique – de la Tour Eiffel au Taj Mahal, en passant par le pont de San Francisco et les pyramides d'Égypte, parmi d'autres sites victimes de leur succès. L'artiste regrette que la plupart des vues de ces monuments souffrent d'un manque de singularité : une uniformisation des regards qu'elle impute notamment à la prégnance des clichés. Corinne Vionnet a compilé des milliers d'images trouvées sur Internet pour proposer une vision synthétique et cumulative de ces monuments. Il en ressort à chaque fois une impression de traces, un caractère indéfini et inachevé qui vient brouiller l'excès de lisibilité inhérente au cliché.

La rue de l'Alzette accueille deux autres initiatives. Dépaysement assuré avec *QT.bot*, une intelligence artificielle gavée de données textuelles et visuelles de la plateforme de cartographie communautaire *Queering the Map*. Sur un décor incertain, aux formes liquides, et non localisable dans le temps comme dans l'espace, des énoncés poétiques interpellent le passant : « Walking through the Future and Since then I never looked back now it made Sense ». Ou encore, plus mystérieux : « I was Trans. It was Entranced. » ou « Sitting Here with You in the Future. » L'artiste Lucas La-Rochelle qui en est l'auteur. *rice* joue de la fluidité entre les genres et les temporalités, réactivant la rue comme un espace transitoire, fluctuant, ouvert aux mouvements de la vie et aux échanges de toutes sortes. Plus loin se trouve *Connecting the Dots*, une exposition rassemblant de nombreux dessins d'enfants âgés de quatre à six ans sur le thème des câbles sous-marins transcontinentaux.

Le public pourra se rendre au Bridderhaus, destination finale du parcours. Le lieu héberge *Datamorphosis*, une expérience immersive qui explore le monde secret des boîtes noires numériques, et *Passages*, de l'artiste Serge Ecker, qui fait retour sur le patrimoine sidérurgique de la région pour en interroger les usages actuels, jusqu'à l'occupation de chauve-souris qui ont fait des tunnels miniers leur refuge. L'Histoire ainsi recomposée prend la forme d'une grande stratification, à la fois géologique, écologique et sociale, mais aussi humaine et animale. Inévitablement. ●

L'installation de Corinne Vionnet au Centre Mercure



Cyber Structures : Material Realities-Digital Experiences, jusqu'au 28 septembre dans différents lieux d'Esch. *Elektron.lu*

AU CENTRE POMPIDOU-METZ

Le maelstrom Masson

IIII Lucien Kayser

Lié aux surréalistes, son art a sondé les tréfonds de l'âme, fixé les tourbillons et tempêtes de l'époque



La bibliothèque d'André Masson restituée

Cela fait exactement cent ans que paraissait le *Manifeste du surréalisme*, et le Centre Pompidou, à Paris, célébrera l'anniversaire dans une grande exposition au début du mois de septembre. Il s'est fait précéder d'une certaine façon dans cet exercice par sa « filiale » messine qui jusqu'au 2 septembre justement présente une exposition *André Masson, Il n'y a pas de monde achevé*. Bien sûr, lui n'est pas le plus connu des artistes au sein des surréalistes, c'est qu'il s'est trouvé des fois en marge, même à l'écart, les ruptures étaient chose courante dans le milieu, et peut-être qu'il était plus proche d'autres que de Breton, citons Aragon, Bataille, Leiris, n'empêche, son œuvre est d'une ampleur et d'une amplitude qui font de l'exposition de Metz un parcours exemplaire, de la descente des surréalistes dans les recoins les plus secrets, les plus cachés de l'homme, de leur face à face avec l'Histoire du vingtième siècle, les guerres, les deux mondiales, celle d'Espagne, et ne passons pas sous silence les colonies.

C'est tant de choses donc que la belle scénographie déploie quelque peu en éventail, à commencer par les premières toiles où est traduit toujours un héritage, de Cézanne aux cubistes, ainsi que l'expérience du chemin des Dames du soldat Masson. Il s'était engagé après avoir refusé la nationalité suisse, il s'était installé à l'étranger en rupture avec sa famille. Mais plus que sur *la route de Picardie*, ou dans *le Cimetière* tentaculaire, c'est ailleurs, dans les dessins, plume et encre noire, sanguine, qu'on saisit déjà ce que sera Masson jusqu'au bout. « Vous avez vu mes massacres et les inflexions amoureuses que la violence y donne aux corps », fait lui dire Bernard Noël dans un texte inédit en partie qui ouvre le gros et riche catalogue de l'exposition.

L'érotisme et la mort sont toujours coexistants, disait André Masson

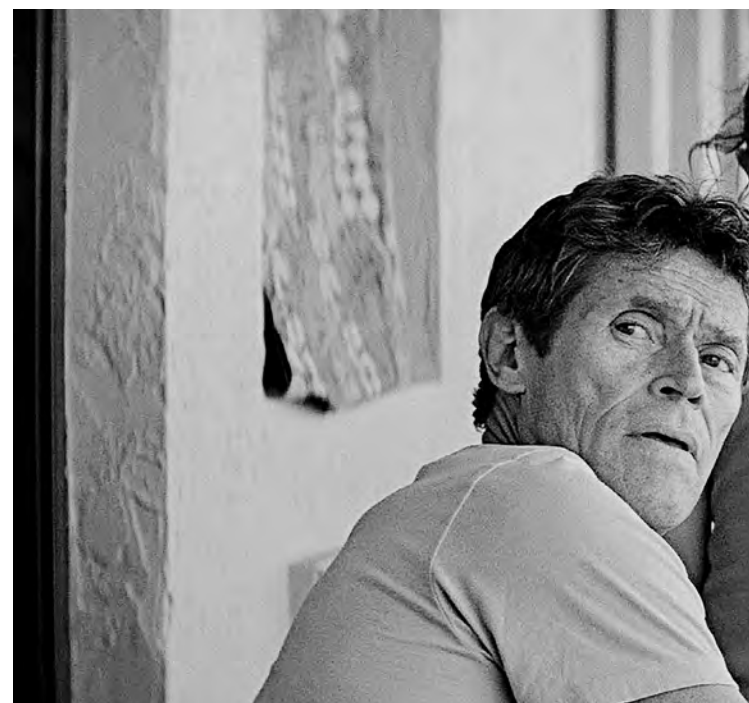
La violence, voilà le maître-mot. Non pas que Masson s'y complaise, lui fasse la part trop belle. Il la montre dans toute sa vérité, elle est là surtout qui anime, fouette sa ligne, et Masson se montre dans ce sens d'abord dessinateur, jusque dans ses toiles, avec leurs compositions prises de même dans de l'effervescence. On s'arrêtera ainsi, face à la bibliothèque restituée, et le lecteur du catalogue fera tout son bénéfice du texte de la directrice Chiara Parisi, devant telles peintures de sable où la ligne reste solitaire et dominante, et tellement enchanteresse. Elles datent des années vingt, d'autres suivront à la fin des années trente, comme cette *Terre*, nu féminin qu'on dirait répondre à Courbet.

Eros et Thanatos, Masson les a retrouvés tous deux en Espagne, dans la tauromachie. Les choses deviennent autres avec la guerre, et là encore, c'est le dessin qui prend le tranchant le plus acéré contre Franco et ses acolytes. La

lame porte, mais elle ne peut pas grand-chose contre les stukas, Guernica en a payé un prix horrible. On sait que l'Espagne ne fut alors que le laboratoire, un terrain d'entraînement pour la guerre qui allait suivre. Et à laquelle tant d'artistes et d'intellectuelles échappèrent par l'exil.

Masson a renoué entretemps avec Breton, les deux, avant de rejoindre New York, font escale en Martinique. La forêt des Antilles se fait inspirante, la ligne toujours, fourmillante, qui atteint à des dimensions cosmiques, et dans les toiles lumière et luxuriance se conjuguent. Autre chose en relation avec l'exil, qui pèse dans l'histoire de l'art : les giclures de sable dans les années cinquante. Oui, il y a eu le *dripping* de Pollock, mais l'art n'est pas une épreuve où le chronomètre entre en jeu, et si souvent, à quelque distance, d'espace, de temps, il innove, comme si le moment appelait une rupture. Elle est pour ainsi dire dans l'air.

Une petite lubie pour conclure, on n'échappe jamais avec Masson à la littérature, voire à la mythologie. Finir parmi les tableaux par un seul, ce serait *Gradiva*, le lien est là également avec l'exposition qui vient de finir, sur Lacan et la psychanalyse. À partir du roman de Jensen et de l'analyse de Freud, une toile plus monumentale que ne le disent ses dimensions de 97 sur 130 cm. Et la jambe et le pied de la jeune femme, « la fille splendide dans sa marche », en position verticale en son milieu, alors que le jeune archéologue la surprend, la rêve sortant de sa tombe, y retournant. Il est dans cette toile une quiétude, d'une chair transformée en marbre, il est aussi l'éruption du volcan (nous sommes à Pompéi), bien plus, un fond rougeoyant de guerre. L'érotisme et la mort sont toujours coexistants, disait Masson. ●



Kino der Randexistenzen – Die Filme von Sean Baker

IIII Marc Trappendreher

Der US-amerikanische Drehbuchautor und Regisseur Sean Baker wurde bei den diesjährigen Filmfestspielen in Cannes mit der Goldenen Palme für *Anora* geehrt. Es ist der erste Preis an einen amerikanischen Filmkünstler seit Terrence Malicks Palmen-Gewinn für *Tree of Life* (2011). Sean Baker avanciert mit dieser Auszeichnung zu einem immer angesagteren Autoren an der Peripherie Hollywoods *post #metoo*, der seit dem Beginn seiner Regiekarriere vor allem eines gemacht hat: konsequent die Randexistenzen der USA in den Blick zu nehmen.

Sean Baker nimmt sich Figuren an, die mit Vorurteilen behaftet sind, die abseits vertretbarer Normen des gesellschaftlichen Zusammenlebens stehen. Aber, und das ist das Entscheidende, er blickt auf sie ohne Kommentar. In seinen Filmen seit *Four Letter Words* (2000), einer Komödie um die männliche Jugend der amerikanischen *suburbia*, bildet er das ab: Er wertet und urteilt nicht über seine Figuren, sondern versteht sie. Er lässt ihnen ihre Würde da, wo andere Filmemacher sie eher als Stichproben verwenden würden, um politische Botschaften zu formulieren. Dieser Zurückgenommenheit entspricht auch die unspektakuläre Dramaturgie seiner Filme: keine dramatischen Wendepunkte, keine großen Gefühlsausbrüche, keine Larmoyanz. *Starlet* (2012) erzählt von der ungewöhnlichen Freundschaft der älteren Flohmarkthändlerin

Sadie (Besedka Johnson) und der jungen Pornodarstellerin Jane (Dree Hemingway), die zu einem Mutter-Tochter-Verhältnis reift. Einer der dramatischsten Momente in *Starlet* ist vielleicht der Augenblick, in dem man gewahr wird, dass der gleichnamige Hund, ein Chihuahua, entlaufen ist. Die Wirkung des Kinos von Sean Baker entfaltet sich in Momenten der ruhigen Einsicht, des gegenseitigen Verständnisses der Figuren. Dafür genügen Baker die Blicke seiner Darsteller in lang anhaltenden Großaufnahmen, ihm genügen die Augen, die nur knapp direkt an der Kamera vorbei gehen – in ganz eindrücklich selbstreflexiven Momenten.

Los Angeles ist selten schön in Bakers Filmen. Er stellt sich damit auch entschieden gegen ein tradiertes Bild von Hollywood aus Glamour und Prunk. L.A. ist bei ihm eine Metropole, die ihre Schattenseiten nicht verschweigt. Er entzaubert die „Stadt der Lichter“ mit einem ungemeinen Verismus in der Darstellung. Dieser Zugang findet sich vielleicht in *Tangerine* (2015) am deutlichsten wieder: Der Film erzählt von einer gerade aus dem Gefängnis entlassenen transsexuellen Prostituierten, die sich auf eine lange nächtliche Suche nach der Frau macht, mit der ihr Mann sie betrogen hat. Ganz mit einer Smartphone-Kamera gedreht, entwickelt dieser Film einen sonderbaren Sogeffekt. So echt wie dieser Eindruck im Film auch ist, besteht Bakers Kunst auch da-

Sean Baker wertet und urteilt nicht über seine Figuren, sondern versteht sie

rin, mit diesen Bildern eine Form der Poesie zu beschwören, die sich aus Milieustudie und Alltagsrealität speist und doch durch sein Kameraauge überhöht wird – der Effekt ist in seiner Unmittelbarkeit poetisch. Doch nicht nur über die Originalschauplätze generiert Baker seinen Authentizitäts-Effekt, er stellt ihn auch über die Natürlichkeit seiner Schauspieler her. Für *Starlet* und *Red Rocket* (2021) engagierte er tatsächliche Pornodarsteller. Auch Laien nimmt er gleichwertig in seinen Filmen auf, die wie aus dem Leben gegriffen wirken. Ebenso zeigt er heruntergekommene Wohnungen und karge Industrielandschaften, die trostlose Tankstellen, die großen leeren Parkflächen der Einkaufszentren wie beiläufig;

sie stehen da als stillschweigende Indizien dafür, dass Wohlstand und Sorgenfreiheit nicht für jeden gelten. In *The Florida Project* begleiten wir eine Familie in der sozialen Prekarität, die in einem Motel lebt, das den Namen „Magic Castle“ trägt. Man träumt von Disneyland, das auf nur einige Meter vor der Haustür wartet, aber erreichen wird man es nie.

Ins Zentrum dieses Films rückt Baker die kleine Moonee (Brooklyn Prince), die zu unseren Augen auf die Welt wird. Damit schafft Baker auch in diesem Film sein poetisches Moment: Die einzigen erwachsenen Figuren, die in *The Florida Project* entwickelt werden, sind Halley (Bria Vinaite), eine komplizenhafte Mutter, die sich sehr unreif und verantwortungslos gibt, um die Verbundenheit mit ihren Kindern zu bewahren, und Bobby Hicks (Willem Dafoe), der Manager des Motels, der für alle die Rolle des Ersatzvaters und wohlwollenden Beschützers übernimmt. Obwohl Baker einen quasi-dokumentarischen Stil bevorzugt, ermöglicht dieser Zuschnitt ihm, eine Leichtigkeit aufrechtzuerhalten und seine Poesie zu wahren. Baker fokussiert nicht auf das Elend, das in der Armut liegt, wie einer Szene mit Moonee beim Spielen in der Badewanne: Es sind rituelle Spiele, die sich ohne ersichtlichen Grund wiederholen, bis man versteht, dass ihre Mutter Moonee zum Baden schickt, wenn sie „Gäste“ empfängt, um davon ihr Zimmer zu bezahlen.

Auch die Pornodarstellerin Jane in *Starlet* hat die Abbiegung nach Hollywood knapp verfehlt; sie ist wohl ein Medienstar, aber eben nur am Rande. Mickey Saber (Simon Rex) aus *Red Rocket* ist ebenfalls ein Pornodarsteller, der in L.A. Popularität erlangt hat, doch das gezeichnete Gesicht verrät uns schnell, dass dieser zwielichtige Ruhm auch eine Kehrseite hat. Mickey hat das vermeintliche Paradies gefunden und verloren. Jetzt versucht er, in seiner früheren Heimat Texas wieder Fuß zu fassen. Doch auch in dort sind die Ver-



Tangerine (2015),
Red Rocket (2021),
Starlet (2012) und
Florida Project (2017)

hältnisse nicht sichtlich besser, Armut und Perspektivlosigkeit bestimmen das Leben. *Red Rocket* ist die Geschichte eines sehr charismatischen, aber auch parasitären Menschen. Baker zeigt dessen zügellose Redegewandtheit, die ihm auf privater Ebene Türen öffnet – seine Ehefrau Lexi (Bree Elrod) und deren Mutter Lil (Brenda Deiss) gewähren ihm schließlich die Unterkunft, die er dringend benötigt –, doch auf professioneller Ebene scheitert er immer wieder. *Red Rocket* beobachtet sehr genau einen sich immer wiederholenden Ablauf der sozialen Ablehnung, ja des Abstoßens. Es gibt Türen, die sich schließen, abwertendes Schwatzen, das unmittelbar nach Mickeys Abgang einsetzt. Den Direktverweis auf die Reden Donald Trumps, die der Film über den Fernseh Bildschirm flackern lässt, sollte man nicht vorschnell als politischen Gegenwartsbezug lesen, dafür sind Bakers Filme zu austariert, zu eindringlich in ihrer Unmittelbarkeit.

Bakers Filme sind so auch immer ein Abarbeiten, ein Anfilmen gegen die Stigmata der sozial Unterprivilegierten. Bakers Haltung ist dem Gestus des Zeigens verpflichtet, nicht so sehr dem des emotionalen Erlebens. Er unterdrückt jede Sentimentalität, überhaupt ist ihm ein Blickwinkel fremd; bis in die unmittelbare Inszenierungsweise ist dieses Moment eindrücklich in der Form ausgedrückt: Eine frontal ausgerichtete und überaus statische Kamera ist diesem beobachtenden und feinfühiligen Registrieren verpflichtet. Die Abwesenheit von Filmmusik ist in dieser Hinsicht ebenfalls vielsagend. Die Auszeichnung in Cannes für *Anora* – eine moderne Umwandlung von *Pretty Woman* (1999) – ehrt somit auch Bakers Gesamtwerk, knüpft dieser Film doch direkt an dieses Repertoire an. Der Film um eine Sexarbeiterin, die sich in den Sohn eines reichen russischen Oligarchen verliebt, ist eine verdrehte romantische Komödie, die Anleihen bei den Safdie-Brüdern nimmt. Der Palmen-Gewinn dürfte Baker nun endgültig international etablieren. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Planète à vendre

IIII Jean Lasar

Dans l'actualité, le nom de Donald Trump a été associé ces dernières semaines à un procès portant sur les efforts entrepris par lui et son entourage pour empêcher une actrice porno de rendre publique une rencontre sexuelle datant de 2006. Les Unes du monde entier ont été occupées par le verdict, après une couverture détaillée d'audiences qui ont mis en lumière les pratiques peu reluisantes de celui qui était alors candidat, puis président fraîchement installé, et ont abouti à sa condamnation pour des écritures comptables contraires aux règles applicables au financement des campagnes électorales.

Force est de se demander pourquoi un scoop du *Washington Post* a trouvé considérablement moins d'écho, aussi bien aux États-Unis qu'ailleurs. Le 9 mai, le quotidien américain révélait que l'ex-président et probable candidat du parti républicain à l'élection du 4 novembre avait demandé une donation d'un milliard de dollars à deux douzaines de dirigeants de groupes pétroliers en échange de la promesse de diligemment favoriser leurs affaires. Ainsi, il s'était engagé, en cas de retour à la Maison Blanche, à annuler des douzaines de décisions favorables aux énergies renouvelables ou aux voitures électriques. En particulier, il leur avait garanti qu'il mettrait fin immédiatement à la décision de l'administration Biden, prise le 26 janvier et considérée comme une victoire significative par les défenseurs du climat, de geler, ou du moins de freiner, l'octroi de permis d'exportation de gaz liquéfié.

Cette transaction leur a été soumise lors d'un dîner organisé au mois d'avril à Mar-a-Lago, la résidence de Trump en Floride, précisait le *Washington Post*. Après que l'un d'entre eux s'était plaint des lourdes contraintes environnementales auxquels leurs entreprises étaient soumises, malgré les quelque 400 millions de dollars dépensés en lobbying l'an dernier pour se faire entendre par l'administration Biden, ils ont été « stupéfiés » lorsque leur hôte leur a proposé cette « bonne affaire », a précisé le quotidien. Autrement dit, même les patrons des plus grands groupes pétroliers américains,

Les dirigeants de Chevron, Exxon et Cie ont été « stupéfiés » lorsque Trump leur a proposé cette « bonne affaire »

qui en ont vu d'autres, ont été soufflés par le culot de leur amphitryon. « Vous êtes tous assez fortunés pour pouvoir lever un milliard de dollars pour me faire revenir à la Maison Blanche », leur a-t-il dit, selon un participant. Parmi les invités, Mike Sabel, CEO de Venture Global, Jack Fusco, celui de Cheniere Energy, exportateurs de gaz liquéfié, mais aussi des représentants de Chevron, Continental Resources, Exxon et Occidental Petroleum.

Trump, qui a obéi aux quatre volontés du complexe pétrogazier lorsqu'il était aux affaires, a-t-il tenté de vendre quelque-chose que ses invités étaient certains d'obtenir de toute façon s'il était élu ? Retenir cette interprétation, c'est sans doute méconnaître la menace existentielle que revêt la crise climatique pour ce secteur. Ce que celui-ci percevait il y a encore quelques années comme un risque relativement lointain, exacerbé par de possibles décisions politiques contraires à leurs intérêts, est désormais pour lui une perspective de disparition accélérée de leurs activités – avec pour corollaire un douloureux effacement de leurs « stranded assets » – du fait de la chute inexorable du coût

des renouvelables et des batteries, mais aussi de l'aggravation des impacts du dérèglement.

Joe Biden a déçu de nombreux défenseurs du climat, qui relèvent que sous sa férule, les États-Unis se sont affirmés comme le premier exportateur mondial d'hydrocarbures. Il faut donc se garder d'une approche manichéiste, où le camp démocrate incarnerait la vertu climatique. Il n'empêche : la radicalisation et la polarisation outrancières qui caractérisent dorénavant la vie politique étatsunienne ont fait de la crise climatique un enjeu passionnel, un marqueur identitaire, une discussion idéologique où les faits scientifiques sont écrasés par les pétitions de principe. La promesse du candidat putatif du camp républicain, c'est de s'engager à fond dans cette voie de la polarisation extrême et d'ainsi préserver, ne serait-ce que pour quelques années, les superprofits tirés de la vente du pétrole et du gaz.

Que les frasques et magouilles d'un homme aux mœurs et à la moralité douteuses génèrent de la meilleure copie pour les médias que ses efforts délibérés pour faire frire la planète est hélas encore toujours perçu comme « normal ». Une affaire croustillante, des joutes de prétoire, un prévenu incontrôlable qui insulte le juge et dénonce de manière tonitruante « chasse aux sorcières » et « justice instrumentalisée », d'un côté ; de l'autre, une logique transactionnelle étalée pratiquement au grand jour, impossible à distinguer de pratiques de corruption pure et simple. Ici 130 000 dollars, versés par le biais d'un « fixer » pour favoriser l'élection de son patron, là, un milliard demandé à des patrons pour saper, au vu de tous, l'expression démocratique d'un scrutin et pérenniser le modèle thermo-industriel. Nous sommes en 2024, les émissions globales de CO₂ continuent d'augmenter, les conséquences catastrophiques du réchauffement crèvent les yeux et l'objectif de l'Accord de Paris, le limiter à 1,5 degré, est pratiquement hors d'atteinte. À Mar-a-Lago, le vague espoir d'un changement de cap a été mis à l'encan, en un atterrant marchandage pétri de corruption et de cynisme. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Schmit happens

IIII Jacques Drescher

„Im Wahlkampf blüht Spitzenkandidat Nicolas Schmit auf“ (LW, 05.06.24)



De Schmit ass fit, de Schmit, dee blitt
Am Walkampf op, a gëtt net midd.
Fit fir eng Plaz als Kommissär –
Dofir huet hien Europa gär.

Wat ass de Bilan da vum Schmit?
Nieft senger Pai, déi hien nach kritt?
D'soziaalt Europa ass Fiktioun;
Et geet just duer fir seng Pensioun.

Ganz Bréissel schafft fir d'Kapital;
Dem Schmit ass dat zwar net egal:
Mee wann de Schmit seng Plaz behält,
Da gëtt et nach keng besser Welt.

De Christophe Hansen téint: "Här Schmit!
Ech si jo awer Favorit!"
A wann den Hansen d'Plaz bis kritt,
Dann ass de Shit emstand geschitt.



Collège médical
Grand - Duché de
Luxembourg

**Avis aux médecins,
médecins-dentistes,
pharmaciens
et psychothérapeutes**

**Au courant du mois d'octobre 2024
il sera procédé au renouvellement partiel
du Collège médical.**

Les médecins, médecins-dentistes, pharmaciens et psychothérapeutes sont invités à vérifier auprès du secrétariat du Collège médical leur inscription sur les listes des électeurs, listes qui seront arrêtées définitivement le 15 juillet 2024.

Les candidatures sont à adresser par lettre recommandée au Président du Collège médical jusqu'au 31 août 2024, le cachet de la poste faisant foi.

**Pour le Collège médical,
Le Président, Dr Robert Wagener
Le Secrétaire, Dr David Heck**



**Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.**

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
25.06.2024 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg
Intitulé :
Lot revêtement de sol, réf. CO1-8.
Description :
– L'exécution des travaux
de revêtement de sol de
2 immeubles résidentiels
à Contern.

Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est
téléchargeable sur le portail des
marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant
10.00 heures
N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401235

28.06.2024 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg
Intitulé :
Lot porte métallique, réf. CO1-8.
Description :
– L'exécution des travaux de porte
métallique de 2 immeubles
résidentiels à Contern.
Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est
téléchargeable sur le portail des
marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant
10.00 heures
N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401235



**Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.**

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :

**Commission de surveillance
du secteur financier**

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis :
11.07.2024 10.00 heures

Intitulé :
2024-SG-01.

Description :
– Service de veille et de revue de
presse personnalisée pour la CSSF.

Le marché public a comme
objet la réalisation d'une veille
quotidienne de l'actualité
financière luxembourgeoise et
internationale et la rédaction et
l'envoi d'une synthèse de la veille
quotidienne réalisée sous forme de

presse à destination des agents de
la CSSF dans les modalités prévues
au dossier de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
La CSSF fournit un accès libre
direct et complet aux éléments
du marché au travers du Portail
des marchés publics du Grand-
Duché du Luxembourg, à l'adresse
suivante : <https://pmp.b2g.etat.lu/>

Réception des plis :
Les offres ainsi que l'échantillon
« synthèse » devront être remises
au plus tard pour le jeudi 11 juillet
2024 avant 10.00 heures. Elles
peuvent être transmises soit par
pli postale, soit sur la plateforme
des marchés publics (<https://pmp.b2g.etat.lu/>), dans les modalités
fixées à l'article 2.9.3.2 du dossier
de soumission.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401211

**Administration communale
de Wormeldange**

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
16.07.2024 10.30 heures

Intitulé :
Construction d'un atelier
communal à Wormeldange.

Description :
– Travaux d'installations
électriques.

Conditions d'obtention du dossier :
électronique par l'intermédiaire du
Portail des marchés publics.

Réception des plis :
électronique par l'intermédiaire du
Portail des marchés publics.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401209

**Le Collège des Bourgmestre
et Échevins**

Poste vacant dans la carrière du médecin (m/f)

**Ministère de la Fonction
publique**
Administration des services
médicaux du secteur public

**Pour renforcer et compléter
notre équipe de 8 médecins du
travail, la Division de la santé au
travail recrute un médecin du
travail dont les missions seront
les suivantes :**

- Réaliser les examens médicaux
et les missions du médecin
du travail pour les agents
du secteur public selon le
règlement en vigueur ;
- Développer et mettre en œuvre
des projets visant à protéger la
santé des agents publics sur leur

- lieu de travail ;
- Assurer une mission de conseil
liée à la santé au travail ;
 - Accompagner et conseiller les
administrations publiques
dans les domaines de la santé
au travail ;
 - Travailler au sein d'une équipe
pluridisciplinaire chargée de la
promotion de la sécurité, de la
santé et de la qualité de vie
au travail.

**Pour toute information, veuillez
consulter notre site GovJobs :**
<https://gd.lu/cdpHrD>



Tout renseignement supplémentaire
peut être demandé à Monsieur le
Docteur Pierre-Olivier Schmit
par téléphone au 247-83183 ou par
courriel à pierre-olivier.schmit@asm.etat.lu

Les candidatures avec lettre de
motivation, curriculum vitae et
copie des diplômes sont à envoyer
par voie électronique à Docteur
Pierre-Olivier Schmit pour le
24 juin 2024 au plus tard.

**Ministère de la Mobilité et
des Travaux publics**
Administration des Ponts et
Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
17.07.2024 10.00 heures

Lieu :
Administration des Ponts et
Chaussées
Division des Travaux Neufs
21, rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1, 2^{ème} étage

Intitulé :
Pôle d'échange Höhenhof – Lot
4 A, Aménagement de la gare
routière provisoire.

Description :
*Les travaux consistent notamment
en :*
– Des travaux de voirie (voies
de desserte, quais pour bus,
parking pour voitures) ;
– Des travaux de réseaux
(assainissement, réseaux secs,
eau potable, ...) ;
– Des travaux divers de génie
civil (regards de visite, murs de
soutènement, ...).

Quantité des travaux :
– Déblais généraux : 32 000 m³ ;
– Remblais généraux en concassé
de carrière 40/100, 0/250 et
réemploi : 1 800 m³ ;
– Fouilles particulières pour
assainissement et réseaux :
1 950 m³ ;

- Remblais de fouilles
particulières : 1 500 m³ ;
- Évacuation de matériau de
déblai excédentaire : 33 500 m³ ;
- Tuyaux de canalisations en
béton armé : 550 m ;
- Canalisations tubulaires
enrobage sable et béton :
1 000 m ;
- Corps de chaussée (couches
de forme, fondation et base) :
12 600 m³ ;
- Enrobé bitumineux : 5 100 to ;
- Bordures pour quais bus :
350 m ;
- Revêtement de surface en dalles
gazon : 2 000 m² ;
- Revêtement de surface en pavés
avec joints drainants :
2 000 m² ;
- Dalle de sol pour zones d'arrêt
des bus : 30 m³ ;
- Mur de soutènement coulé en
place : 150 m³.

Délai d'exécution des travaux :
120 jours ouvrables.
Début prévisible des travaux :
septembre 2024

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission
sont à télécharger à partir
du Portail des marchés publics
(www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres portant l'inscription
« Soumission pour le Pôle
d'échange Höhenhof – Lot 4 A,
Aménagement de la gare routière
provisoire » sont à remettre à
l'adresse prévue pour l'ouverture
de la soumission conformément à
la législation et à la réglementation
sur les marchés publics avant
les dates et heures fixées pour
l'ouverture. Les offres peuvent
également être remises de manière
électronique par le biais du Portail
des marchés publics.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401226



**Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.**

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
02.07.2024 10.00 heures
Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg
Intitulé :
Lot façade, réf. R7-1.
Description :
L'exécution des travaux de
façade de 24 maisons unifamiliales
à Berg.
Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est
téléchargeable sur le Portail des
marchés publics.
Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant
10.00 heures
N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2401252

„Wandpapiere“, keine Tapeten

IIII Claire Schmartz

Der Empfangsraum der luxemburgischen Botschaft in Berlin sieht anders aus als sonst. Weißer. Leerer. Größer. Diskreter. Er erinnert an die Weite eines Ausstellungsraums einer Galerie, mit den großen Schaufenstern zur breiten Klingelhöferstraße im Rücken, die durch das Berliner Botschaftsviertel führt. Das neue Erscheinungsbild hängt auch damit zusammen, dass die klassische Aufmachung des Raumes grundlegend verändert wurde: Die Standarten fehlen, das Portrait des großherzoglichen Ehepaares wurde abgenommen. „Es war eine Herausforderung“, so der Botschafter Jean-Paul Ernest Senninger, „unsere Multifunktionsraum in eine Galerie umzubauen. Aber Luc Wolf hat es geschafft, diesen Raum zu verwandeln.“ Am Freitag, den 31. Mai, wurde die Ausstellung *Wallpapers / Papiers peints* in der Maison du Grand-Duché eröffnet.

An den Wänden hängen Bildgruppen mit größeren „Papierarbeiten“, die *Wallpapers* oder *Papiers peints*. Es sind Zusammenstellungen kleinformatiger Aquarelle, zu zweit, dritt oder viert, in Sechser- oder Neunergruppen; mal allein, kleinteilig, mal riesengroß, gerahmt oder gar hinter Glas. Die Aquarellarbeiten leben von ihren unendlich repetitiven, aber keineswegs regelmäßigen Mustern, die etwa an den Abdruck eines nassen Wasserglases erinnern. Der Künstler Luc Wolff selbst beschreibt seine Arbeiten als Studien für seine Wandarbeiten. Insbesondere die gerahmten Werke sieht er als Überbleibsel seiner Untersuchungen, als verfolgte und verworfene Pisten. Sein Hauptaugenmerk liegt auf einer großformatigen, neunteiligen Werkgruppe.

„Nach dem Gymnasium habe ich eine Ausbildung zum Gärtner gemacht. Meine Eltern hatten eine Baumschule und eine Gärtnerei, und so habe ich fast zehn Jahre lang im Familienunternehmen mitgearbeitet. Ende der 80er Jahre bin ich nach Berlin gezogen, wo ich zuerst Gartenbau studiert habe, bevor ich angefangen habe, Kunst zu machen. Mein Repertoire, diese organischen Formen wurzeln im Gartenbau, in der Natur. Am Anfang meines Schaffens waren die Umrisse der einzelnen Formen noch klar zu erkennen, die sich allmählich mehr und mehr zurückgezogen und zu einer Struktur verknottet haben“, kontextualisiert der Künstler die wiederkehrende Bewegung auf seinen *Wallpapers*. Luc Wolff malt per Hand, mit dem Pinsel. Die Farben weisen allesamt Farbverläufe auf, sind nie deckend oder einfarbig, denn es handelt sich um Aquarelle. Die Farben sind. Erst an den Schnittstellen entstehen Kontraste. Zwischen Khaki, Orange und dunklem Blau scheinen neue, hellere Farben auf. Doch was wirkt wie eine optische Illusion, ist echt. Zwischen den gedeckteren Farben verstecken sich grellgel-

be und knallrote Tüpfelchen, als würden sie sich erst an diesen Schnittstellen herauskristallisieren. Einige Werke sind großformatig, andere weitaus kleinteiliger, wiederholen die Muster ihrer Nachbarn oder stehen für sich selbst; sei es als eine Art Farbexperiment, sei es als Spiel mit einem neuen Format. Etwas, das auf den ersten Blick durchaus einheitlich wirkt, als könnte es in den Hintergrund rücken, wie Tapeten es ja gemeintun sollen, enthüllt beim genaueren Hinsehen seine Vielschichtigkeit, die unendliche Variation und unzählige individuelle Details.

In den 90er Jahren verließ der Künstler allmählich den Bereich der reinen Malerei. „Die grundlegende Geste war, noch mehr abzutragen, noch mehr wegzulassen, statt noch etwas draufzusetzen. Der erste Meilenstein war geschafft, als ich so weit zurückgegangen war, dass ich auf einmal keine Bilder mehr gemalt habe“, erzählt Luc Wolff. In dem Kontext situieren sich auch die Strukturen der *Wallpapers*, die keine intrinsische Symbolik haben. Sie verlassen die bloße Bildfläche und strahlen auf den gesamten Raum aus, verleihen seinen Nischen und Ecken Stimmungen. Doch es ist nur ein kleiner Ausschnitt aus einer umfassenden Sammlung.

Allein die kleinen Formate beweisen, dass diese Pattern die Wände zwar ganz bedecken könnten,

Die grundlegende Geste ist, immer noch mehr abzutragen, noch mehr wegzulassen, statt noch etwas draufzusetzen

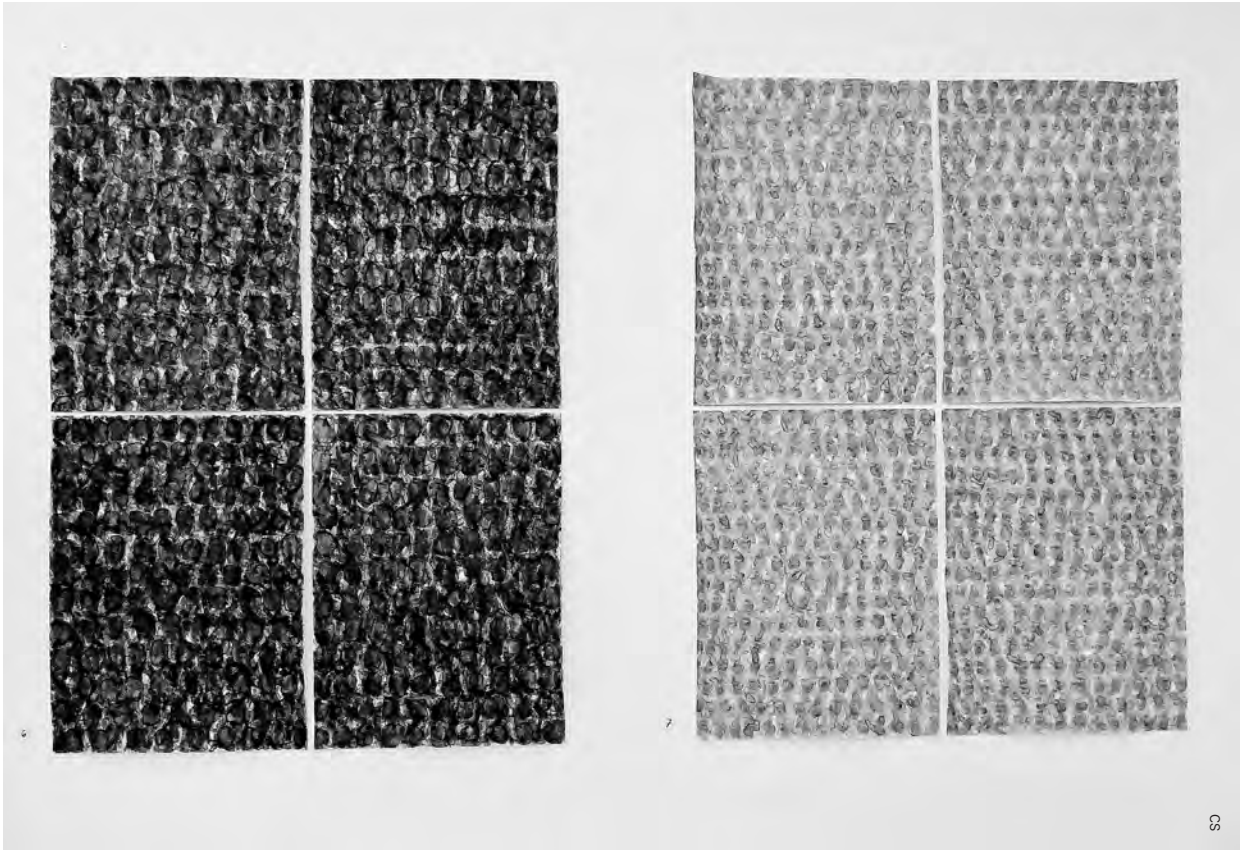
es aber de facto nie tun. Sie isolieren die Essenz der *Wallpapers*, ihrer Muster und Farbkombinationen, lösen sie aus ihrem möglichen Kontext, den wir uns nur vorstellen können, und verleihen ihnen durch ihre Existenz als Ausschnitt eine neue Identität.

Auch in seinen vorherigen Arbeiten widmete sich Wolff der Erkundung von Randzonen, Durchgangsräumen oder Leerstellen (z. B. *Wand*, Galerie Christof Weber, Berlin, 1994, oder *Offene Wände*, Galerie de Luxembourg, Luxemburg, 1995), indem er Wände bespachtelte,

schließlich die Wände ganz wegließ und leere Räume zeigte (wie mit *Magazzino* bei der Biennale in Venedig, 1997). Schließlich führte ihn eine Professur in Halle für Farbe und Design – „ausgerechnet, dabei wollte ich ja auch auf Farben verzichten“, so Luc Wolff – Anfang der 2000er wieder zurück zur Malerei, zum Raum und den Wänden, wie die *Wallpapers* beweisen. Doch auch in diesem Werk bleibt der Raum etwas Wandelbares, Durchlässiges – ein Thema, mit dem sich Luc Wolff weiter befassen wird. „Ich war vor Kurzem in der Sainte Chapelle in Paris“, erzählt er von seiner aktuellsten Arbeit, „wo mich die Kirchenfenster inspiriert haben. Das ist eine spannende Durchlässigkeit, die eine Verbindung zwischen Innen und Außen herstellt, was ganz in meinem Sinne ist. Ich habe eine Werkreihe aus Plexiglas erstellt, die ich vor weißen Wänden montieren will ...“ Von weißen Wänden zu Lichteffekten, von den Grenzen der Räume und den Möglichkeiten ihrer Neudefinition, ihrer Öffnungen, bleiben Verschiebungen somit ein Kernthema von Luc Wolffs diskretem und zugleich ausdrucksstarkem Werk. ●

Wallpapers / Papiers peints von Luc Wolff bis zum 23. Juni, Maison du Grand-Duché de Luxembourg, Berlin

Insbesondere die gerahmten Werke sieht Wolff als Überbleibsel seiner Untersuchungen, als verfolgte und verworfene Pisten



M E I N U N G

Der Kritiker

IIII Guy Rewenig

Der Kritiker kritisiert Autoren.

Der Kritiker ist selber ein Autor, der Autoren kritisiert, die nicht Kritiker sind.

Der Kritiker mag es nicht, wenn Autoren, die nicht Kritiker sind, einen Kritiker, der selber ein Autor ist, zurückkritisieren.

Der zurückkritisierte Kritiker betont, kritisierte Autoren würden mit ihrer Gegenkritik beweisen, dass sie keine Kritik vertragen.

Sollte sich herausstellen, dass kritisierte Autoren wider Erwarten selber Kritiker sind, die ihren Kritiker nicht als Autoren, sondern als Kritiker zurückkritisieren, wird die Lage ausweglos.

Der Kritiker kann in diesem Fall mit Fug und Recht behaupten: Die kritisierten Autoren missbrauchen ihre Nebenfunktion als Kritiker, um ihren Kritiker, der ja nicht in seiner Nebenfunktion als Autor auftritt, mundtot zu machen.

Der Kritiker droht, demnächst die kritikkritisierenden Autoren nicht als Kritiker, sondern als kritisierender Autor zu kritisieren.

Dann wird es mal so richtig kritisch. ●

Aus: *Mir fällt ein Stein vom Herzen und zertrümmert meinen dicken Zeh. Miniaturen* (erscheint demnächst)

M E I N U N G

S

T

|

L

Gamification

IIII Cyril B.

land
07.06.2024



Si les plus sédentaires des geeks étaient prêts à parcourir des kilomètres à pieds pour trouver un Pokémon rare, si la perspective d'une après-midi loto a pu ranimer le feu de nombreux volcans qu'on croyait trop vieux, si perdre au Monopoly est une tragédie personnelle pour plus d'un enfant, c'est que rien ne dépasse le pouvoir du jeu. Peu important les conséquences de la victoire ou de la défaite, que la réussite soit le fruit du hasard, de la stratégie ou de nos compétences, notre cerveau est câblé pour préférer le jeu à l'effort, la belote au boulot, *Call of Duty* plutôt que l'appel des devoirs scolaires.

Même celui qui recule au premier obstacle sera tenté de persévérer s'il ressent un peu de compétition, et espère une récompense à la fin. Les zélés de *Zelda* peuvent en témoigner : les heures ne comptent pas s'il s'agit de terminer une quête. Le génie moderne et les nouvelles technologies ont capitalisé sur ce constat simple, et l'on ne compte plus, désormais, les applications qui vous félicitent en vous octroyant force badges, points ou niveau d'expérience, même parmi les plus sérieuses d'entre elles.

L'application d'apprentissage de langues *Duolingo* est l'exemple typique de cette « gamification ». En échange de petits challenges (se connecter plusieurs jours de suite, être meilleur que les autres participants du même niveau, partager ses progrès avec ses amis...), on obtient des récompenses virtuelles, distribuées par un hibou vert. Le volatile ne vous encourage pas avec des images ou des bons points, mais avec des pièces virtuelles, des points d'expérience ou des vies supplémentaires, la différence est plutôt mince. Si vous tenez bon, vous pouvez obtenir des badges, tels les faluchards qui arboraient fièrement leur insigne attestant leurs cinq cuites consécutives.

Passé l'amusement devant les petits personnages colorés s'efforçant de rendre séduisantes la conjugaison espagnole ou les déclinaisons allemandes, difficile de ne pas sentir un certain embarras face aux superlatifs réellement excessifs alors que vous répétez le même exercice depuis trois jours : « parfait », « excellent », « incroyable », « génial »... Cela rappelle un peu les notes de 62 sur 60 ramenées par vos enfants en cours de « Vie et société ». En revanche, si vous négligez votre connexion quotidienne, attendez-vous à être harcelés de notification désespérées, à base de messages générés en mode « chantage affectif ».

Rendre une expérience ludique n'a rien de répréhensible. Rares sont les parents qui ne se sont pas résolus à faire avaler des épinards à leurs enfants en faisant le petit avion ou en comptant les bouchées pour chaque membre de la famille. Pourtant, le principe tendant à nous infantiliser en permanence laisse un certain goût désagréable, si l'on a passé l'âge des médailles en chocolat.

Il semble que nous soyons condamnés à être de plus en plus déresponsabilisés : Les bouchons en plastique attachés aux bouteilles, les trottinettes pour se déplacer alors qu'on a passé quarante ans participent à une transformation générale de l'espace public en une sorte de grande cour d'école. Après l'installation des poubelles « J'ai faim », munies d'une bouche pour y jeter les détritux, les fontaines remplacées par des jets d'eau pour pouvoir nous y rafraîchir comme des petits chiens ne laissent plus beaucoup de doutes sur l'âge mental moyen que auquel nous sommes estimés plafonner. Attendons désormais de voir si nous recevons des points bonus lorsqu'on est bien garés, ou un « golden ticket » de l'administration des contributions directes si l'on remplit correctement sa déclaration d'impôts. ●

L'ENDROIT

11, avenue de la Porte neuve

Peu à peu et sans vraiment de concertation, l'espace devant l'ancienne Bourse est en train de devenir une sorte de food court. Le supermarché Alima, au fond de cette placette, a été rejoint par diverses enseignes



qui se complètent avec une offre culinaire internationale. Des tables et chaises forment une terrasse bigarrée où les effluves se mélangent. Sans surprise, Delikoreana propose des spécialités coréennes. Sa cheffe Unsill Kim s'est d'abord essayée à plusieurs pop-ups avant de se lancer. Elle s'inspire des recettes phares que sa maman, propriétaire d'un restaurant en Corée, lui a enseignées : l'incontournable poulet frit enrobé d'une sauce pimentée et sucrée (photo), les mandus (raviolis aux légumes) ou les plats du jours comme le Bibimbap, le Bulgogi, le porc épicé ou le bœuf aigre-doux... En face, le nom de la Casa del

Caffè est un peu trompeur, car la carte va bien au-delà du café, avec des spécialités italiennes : arancini, pâtes, escalope ou calamar et des glaces. On reste vers la Méditerranée avec Tsu Pies et ses tartes préparées à base de pâte filo et garnies d'ingrédients salés ou sucrés que les grecs ont l'habitude de manger dès le petit-déjeuner. Pour le café après le repas, on l'embarras du choix avec le bien installé Knopes Café ou le plus récent Curious Buds qui sert aussi des jus et kambucha maison. Ces enseignes sont plutôt orientées vers une clientèle du midi et ouvrent généralement jusqu'à 15 ou 16h. FC

DER TAG

Mama, I care

Am Einkaufszentrum in Cloche d'Or, in Buchläden, in den sozialen Medien: Die Werbekampagne für den Muttertag ist in vollem Gang. Dabei darf man sich als Mutter ruhig wirklich über einen Strauß Blumen und einmal Ausschlafen freuen. Bissige Kommentare zu unsichtbarer Care-Arbeit kann frau immerhin auch an den anderen 364 Tagen des Jahres ablassen. Der Tag für die schönste und härteste aller Rollen kommt ursprünglich

aus den Vereinigten Staaten, wo er 1908 auf die Aktivistin Anna Jarvis zurückgeht. Am Ende ihres Lebens wollte Jarvis den Muttertag rückgängig machen, weil ihr die Kommerzialisierung, die bis heute den Floristen viel Geld beschert, zu schaffen machte. Die Nationalsozialisten deuteten ihn im Sinne ihrer Ideologie um. Heute ist der Perfektionsdruck dank sogenannter Momfluencer, die auf *Instagram* wie nebenbei ihre Kinder erziehen und frisches Sauerteigbrot backen, auf Höchstniveau. Wie Klischees am Muttertag reproduziert werden, zeigte

die Vitrine der Buchhandlung Ernster diese Woche paradenhaft: Erst standen ausschließlich Modebücher zu Prada, Balenciaga und Chanel sowie ein Barbie-Buch und eins zu Diamanten in der Vitrine. Ja, wofür sollte frau sich denn auch sonst interessieren? Nach einer Beschwerde wurde das Schaufenster fix ausgewechselt: Aline Mayrisch-Biografie, Marie-Adelheid, Simone de Beauvoir, Léa Linster, Elisabeth Badinter. Tatsächlich können Mütter sich gleichzeitig intellektuell betätigen (!) schöne Kleidung tragen. Wenn sie Zeit dafür hätten. SP